

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1934

THÈSE

N°

605

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'État)

PAR

Madame Rébecca BRETON

Diplômée de l'Institut d'Hygiène de Paris

Née le 11 Février 1901 à Paris

LA PROTECTION
DE LA PREMIÈRE ENFANCE

(Étude critique de l'organisation et de la législation)

Président : M. TANON, *Professeur*

PARIS

LIBRAIRIE E. LE FRANÇOIS

91, BOULEVARD ST-GERMAIN, 91

1934

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1934

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'État)

PAR

Madame Rébecca BRETON

Diplômée de l'Institut d'Hygiène de Paris

Née le 11 Février 1901 à Paris

LA PROTECTION
DE LA PREMIÈRE ENFANCE

(Étude critique de l'organisation et de la législation)

Président : M. TANON, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE E. LE FRANÇOIS

91, BOULEVARD ST-GERMAIN, 91

1934

I. — PROFESSEURS

MM.

Anatomie.....	ROUVIERE.
Anatomie médico-chirurgicale et chirurgie expérimentale	PROUST.
Physiologie	Léon BINET.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	DESGREZ.
Bactériologie	Robert DEBRÉ.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales	BAUDOUIN.
Pathologie médicale	CLERC.
Pathologie chirurgicale	CHEVASSU.
Anatomie pathologique	ROUSSY.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	LEPER.
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LAIGNEL-LAVASTINE
Pathologie expérimentale et comparée	FISSINGER.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	M. VILLARET.
	ACHARD.
Clinique médicale	BEZANÇON.
	CARNOT.
	Marcel LABBÉ.
Hygiène et clinique de la première enfance	LEREBoullet.
Clinique des maladies des enfants	NOBÉCOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale ..	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GOUGEROT.
Clinique des maladies du système nerveux	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	LEMIERRE.
	CUNÉO.
Clinique chirurgicale	GOSSET.
	GRÉGOIRE.
	LENORMANT.
Clinique ophtalmologique	TERRIEN.
Clinique urologique	MARION.
	BRINDEAU.
Clinique d'accouchements	COUVELAIRE.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique	J.-L. FAURE.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	OMBRÉDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	RATHERY.
Clinique oto-rhino-laryngologique	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale	Pierre DUVAL.
Clinique propédeutique	SERGENT.
Clinique de la Tuberculose	Léon BERNARD.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte	MATHIEU.
	HOVELACQUE
Professeurs sans chaire	MULON.
	OLIVIER.
	VERNE.



II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

ALAJOUANINE. . Neurologie et Psychiatrie
BÉNARD (Henri). Pathologie médicale.
BERNARD Étienne. Pathologie médicale.
BOULIN Pathologie médicale.
BROCQ..... Pathologie chirurgicale.
BULLIARD..... Histologie.
CATHALA Pathologie médicale.
CHABROL..... Pathologie médicale.
CHEVALLIER .. Pathologie médicale.
DOGNON..... Physique.
DONZELOT Pathologie médicale.
FEY Urologie.
GALLIARD..... Parasitologie.
GASTINEL..... Bactériologie.
GATELIER Pathologie chirurgicale.
DE GAUDART D'ALLAINES. Pathologie
 chirurgicale.
GAYET Physiologie.
GIROUD Histologie.
HAGUENAU Pathologie médicale.
HALPHEN Oto-rhino-laryngologie.
HAZARD Pharmacologie.
HUGUENIN Anatomie pathologique.
JOANNON Hygiène.
LABBÉ (Henri)... Chimie biologique.
LACOMME Obstétrique.

MM.

LANTUÉJOL .. Obstétrique.
LAROCHÉ (Guy). Pathologie médicale.
LEMAIRE Pathologie expérimentale.
LEVEUF Pathologie chirurgicale.
M^{lle} J. LÉVY Pharmacologie.
LÉVY-VALENSI.. Neurologie et Psychiatrie.
MOREAU Pathologie médicale.
MOULONGUET . Pathologie chirurgicale.
MOUQUIN Pathologie médicale.
OBERLING..... Anatomie pathologique.
PETIT-DUTAILLIS. Pathologie chirurgicale.
PIÉDELIÈVRE.. Médecine légale.
PORTES Obstétrique.
QUÉNU Pathologie chirurgicale.
RICHET Physiologie.
SANNIÉ..... Chimie biologique.
SÉNÈQUE..... Pathologie chirurgicale.
SÉZARY Dermatologie et syphili-
 graphie.
TROISIER Pathologie expérimentale.
TURPIN Pathologie médicale.
VALLÉRY-RADOT
 (Pasteur)..... Pathologie médicale.
VELTER Ophtalmologie
VIGNES Obstétrique.
WILMOTH Pathologie chirurgicale.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE

pour le service des examens

MM.

ALGLAVE Pathologie chirurgicale.
BUSQUET Pharmacologie.
CHAILLEY-BERT Physiologie.

MM.

LEROUX Anatomie pathologique.
NEVEU-LEMAIRE. Parasitologie.
ZIMMERN Physique.

IV. — AGRÉGÉS CHARGES DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE

à titre permanent.

MM.		MM.	
ABRAMI	} Clinique médicale.	ECALLE	} Clinique obstétricale.
AUBERTIN		GUÉNIOT	
BRULE		LELORIER	
CHIRAY		LÉVY-SOLAL	
DUVOIR		METZGER	
HARVIER			
LIAN			
	MM.		
	BASSET		} Clinique chirurgicale.
	CADENAT		
	HEITZ-BOYER ..		
	MOCQUOT		
	MOURE		
	SCHWARTZ		

V. — CHARGÉS DE COURS

MM.	
CHAILLEY-BERT, agrégé	Éducation physique.
FREY	Stomatologie.
LEDoux-LEBARD	Radiologie clinique.
WEIL-HALLÉ	Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MON MAÎTRE ET PRÉSIDENT DE LA CLASSE

Monsieur le Président de la Classe

Permettez-moi de vous adresser
mes respects et de vous dire que
je suis très honoré de vous
avoir élu mon maître et président
de la Classe.

A TOUS LES MIENS

(Signature)
Fait à Paris le 10 Mars 1888
Léon Bloy

A MON MAITRE ET PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR TANON

Professeur d'Hygiène à la Faculté de Médecine de Paris
Médecin chef des Services d'hygiène de la Préfecture de Police
Conseiller technique sanitaire du Ministère de la Santé Publique
Officier de la Légion d'Honneur

*Qui nous a inspiré ce
travail et guidée de ses pré-
cieux conseils avec son in-
lassable bienveillance.*

*En hommage de pro-
fonde gratitude.*

A MONSIEUR PAUL STRAUSS

Sénateur

Ancien ministre de l'Hygiène
de l'Assistance et de la Prévoyance sociale
Membre de l'Académie de Médecine

*Qui toute sa vie s'est
dévoué aux œuvres de
l'Enfance et a bien voulu
porter intérêt à ce travail.*

A MES MAITRES DANS LES HOPITAUX

AVANT-PROPOS

Parmi les questions sociales qui se dressent devant nous, celle de la mortalité infantile n'est pas la moins menaçante, ni la moins émouvante.

Alors que les peuples restés à l'état primitif ont des enfants en si grand nombre, que la mort de certains ne lèse en rien la vie et la sécurité du reste de la population, la civilisation entraîne avec elle une série de maux dont le moindre n'est certes pas la dépopulation.

Afin d'avoir plus de bien-être et de jouir en liberté des bienfaits de la civilisation, les familles se limitent en nombre. Au lieu des 10 ou 15 naissances que l'on voyait fréquemment, on n'en rencontre plus que 2, 3, 5. En France, ce défaut d'accroissement de la population est inquiétant et démontré par les dénombrements d'une façon irréfutable. Ce fait constitue un véritable péril national, d'année en année plus pressant et toujours angoissant.

Depuis la guerre, la situation est devenue meilleure, mais une surveillance de tous les instants est nécessaire. Que peuvent les pouvoirs publics contre un tel état de choses ? Obliger les familles à procréer davantage ! il n'y faut pas songer. Force nous est

donc de nous rejeter d'un autre côté et d'utiliser toute notre volonté à veiller à ce que ce petit noyau de vies humaines demeure entier. Le rôle du législateur, comme celui du médecin hygiéniste, est d'enrayer par tous les moyens ce terrible fléau : la mortalité infantile.

Et ceci, non seulement dans un but philanthropique et, partant de ce fait que chaque vie humaine est un bien précieux que le médecin doit conserver, mais aussi dans un but social.

Déjà affreusement mutilée dans ce que représentait de plus cher pour elle tant de vies humaines fauchées pendant la guerre, la France s'est retrouvée au lendemain de son calvaire, agrandie peut-être de territoire, mais plus pauvre de vies humaines. Après tant d'années passées les manquants n'ont pas été remplacés.

En 1878, le Dr Bergeron, secrétaire perpétuel de l'Académie de médecine, écrivait avec tristesse, qu'il était humiliant pour notre temps et pour le pays « qu'en dépit de l'Hygiène publique et privée, « la mortalité des nouveau-nés fût assez élevée « pour qu'on ait pu dire, chiffres en mains, qu'un « enfant qui naissait avait moins de chances de « vivre une semaine qu'un homme de quatre-vingt- « dix ans, et moins de chances qu'un octogénaire « de vivre un an ! »

Pour spécieux que soit ce raisonnement, il contient une part de vérité.

La cause dominante de ces hécatombes a été signalée plus d'une fois et par des esprits clairvoyants entre tous ; elle tient à l'insuffisance et à l'absence, souvent, de soins maternels dont sont privés de trop nombreux enfants.

A part dans les grandes villes, à Paris en particulier, la loi qui devrait protéger l'enfance n'a pas une force suffisante pour empêcher que chaque jour la France ne perde dans ses tout-petits, un sang précieux.

Cet état de choses, déjà à l'ordre du jour il y a un siècle, est à son apogée aujourd'hui, et l'instant est d'autant plus critique que dans un certain nombre d'autres pays, la situation n'est plus la même.

Des hommes de cœur et d'esprit ont cherché à perfectionner notre législation. Depuis 20 ans, un homme éminent entre tous, M. Paul STRAUSS, réclame la révision de la loi sur la protection de l'enfance. M. le Député Fié a écrit dans son rapport à la Chambre le 19 juillet 1929 :

« Sans aucun optimisme exagéré, les mesures
« indiquées dans le projet de loi sauvegarderont
« annuellement, nous en sommes certains, plus de
« 40.000 enfants... Ce serait donc un crime de
« temporiser. »

Nous indiquerons dans ce travail :

les lois qui autrefois protégeaient nos Tout-Petits ;

celle qui les régit actuellement ;

les modifications que nous jugeons indispensables à y apporter.

CHAPITRE I

LA LOI ROUSSEL

Dans la lutte contre la mortalité infantile, les lois sont les bases indispensables de l'œuvre de défense. C'est à Théophile Roussel que revient l'honneur d'avoir obtenu le vote de la première loi vraiment efficace et généralisée à toute la France, pour la protection de la première enfance.

Dès 1860, le Docteur MONOD DE MON TSAUCHE (Nièvre) avait dans un travail mémorable dénoncé à l'Académie de Médecine, la mortalité effroyable des enfants des nourrices sur lieu et « des petits parisiens » envoyés en nourrice dans la Nièvre.

A la suite de cet incident, l'Académie de Médecine, en 1867, avait nommé une Commission d'enquête dont le Président présenta un rapport et un projet de loi en vue de la constitution d'une inspection médicale au domicile des nourrices.

Le Ministre de l'Intérieur présenta, en 1869, un rapport sur les travaux de la Commission ministérielle nommée après l'enquête provoquée par l'Académie de Médecine en 1867.

« De toutes ces statistiques, il résulte qu'en

« vertu d'une loi invariable, les enfants conservés et
« nourris dans la famille échappent à la plupart
« des causes de mortalité qui déciment, au contraire,
« les enfants envoyés en nourrice loin de la sur-
« veillance et des soins des parents. Cette surveillance
« n'étant pas, il faut qu'une autre s'y substitue. »

Une société privée fut fondée sous le nom de
« Société protectrice de l'enfance » qui organisa dans
la France entière, la surveillance des enfants placés
en nourrice.

La guerre de 1870 ajourna les résultats des travaux de la Commission ministérielle nommée en 1870.

C'est alors que Théophile Roussel, député à l'Assemblée nationale, reprit la question et présenta un projet de loi qui, adopté après enquête minutieuse et instructive par la Commission parlementaire présidée par Schoelcher, fut votée le 23 décembre 1874 par l'Assemblée nationale. Elle fut suivie d'un règlement d'administration publique, le 28 février 1877 (rendu au Conseil d'État sur le rapport de Léon Marbeau) qui fixe le mode de fonctionnement de la loi, mais contient certaines clauses *facultatives* qui l'entravèrent et le retardèrent.

A vrai dire, ce fut la première loi qui, en France, protégea d'une façon efficace, les enfants au-dessous de 2 ans, les plus menacés, ceux qui ne sont pas élevés par leur mère, et cela sur tout le territoire.

CHAPITRE II

AVANT LA LOI ROUSSEL

Historique

Et cependant en remontant à plusieurs siècles on constate l'existence de réglementations s'appliquant aux nourrices, mais seulement dans le département de la Seine.

Dans l'ordre chronologique voici les principaux documents intéressant la matière.

1284. — Traité de Police de Delamarre reproduit les fragments d'un titre de 1284 concernant le prieuré de Saint-Éloi dans lequel il est fait mention d'une rue ou village des Recommanderesses, nom sous lequel on désignait autrefois les femmes tenant bureau de placement pour nourrices.

30 Janvier 1350. — Ordonnance du Roi Jean de laquelle on peut conclure :

1^o) qu'il existait une direction de nourrices confiée à des Recommanderesses ;

2^o) un salaire fixe accordé aux nourrices ;

3^o) une prime accordée au Recommanderesses ;

4^o) défense à celles-ci de confier plus d'un enfant par an à la même nourrice.

1611. — Arrêts défendant aux meneurs, sous peine d'amende et de prison, et de punition corporelle en cas de récidive, de conduire les nourrices ailleurs qu'au bureau des Recommanderesses, et aux sages-femmes et aubergistes, de recevoir, retirer ni louer les nourrissons.

1615. — Lettres patentes de Louis XIII confirmant dans leurs fonctions et privilèges les Recommanderesses.

Décembre 1655. — Lettres patentes de Louis XIV contenant les mêmes dispositions.

Janvier 1715. — Déclarations de Louis XIV portant règlement pour les Recommanderesses, et les nourrices. En outre un exposé des motifs porte qu'il y a lieu « de réformer l'ancien usage, qui sans autre « titre que la possession avait attribué au lieutenant-criminel du Châtelet la connaissance de ce qui concerne les fonctions des recommanderesses » et qu'il convient « de réunir à la police une inspection qui en « fait véritablement partie et qui a beaucoup plus de « rapport à la juridiction du lieutenant de police qu'à « celle du lieutenant criminel du Châtelet ». Le nombre des bureaux des recommanderesses est porté de 2 à 4. Ils sont placés sous l'inspection d'un des commis-

saires du Châtelet. Un registre paraphé par le lieutenant général de police doit y être tenu et reproduire pour chaque nourrice les indications contenues dans un certificat délivré à cette dame par le curé de sa paroisse (nom, âge, profession du mari, âge de l'enfant dont elle est accouchée, existence ou décès de cet enfant). Ce registre relate également le nom et l'âge de chaque nourrisson placé, les noms, demeure et profession des parents... Sous le nom de certificat de renvoi copie de ces derniers renseignements est remise à la nourrice, pour être déposée entre les mains du curé qui délivre une attestation qui, par l'entremise du lieutenant de police, parvient aux recommanderesses pour être jointes au premier certificat du curé. Il prévoit des peines si la nourrice prend plus d'un nourrisson à la fois...

Mars 1727. — Déclarations de Louis XV concernant les recommanderesses et les nourrices, pourvoyant à des abus « pour la conservation et éducation « des enfants, et maintenir le bon ordre entre les re-
« commanderesses, les nourrices de campagne, et les
« meneurs et meneuses ». Les quatre recommanderesses font bourse commune. L'exercice de la profession de meneur ou meneuse est assujéti à des conditions ; défense est faite de prendre des nourrissons à Paris pour les remettre à d'autres nourrices ; défense aux meneurs de procurer deux nourrissons à la même nourrice, ou d'emmener des nouveau-nés sans être accompagnés de nourrices et sans que les enfants

aient reçu le baptême. Obligation en cas de décès pendant le trajet d'en faire la déclaration au premier juge ou curé du plus prochain village.

Interdiction aux nourrices grosses de prendre des enfants pour les allaiter ; aux nourrices, meneurs, meneuses d'abandonner ou d'exposer des enfants qui leur sont confiés.

1737. — Arrêt de la cour du Parlement : les condamnations prononcées par le lieutenant général de police de Paris contre les pères et mères ou autres pour paiement des nourritures d'enfants mis en nourrice par l'intermédiaire des recommanderesse pourront être exécutées par la capture des condamnés dans leur maison.

1740. — Ordonnance de police ordonnant aux nourrices de se munir du certificat de renvoi.

1747. — Ordonnance de police défendant de se procurer des enfants sevrés, ailleurs qu'au bureau.

1756. — Sentence rendue en la Chambre de police du Châtelet de Paris qui fait défense à toutes les nourrices de mettre coucher à côté d'elles et dans le même lit les nourrissons dont elles sont chargées : amende, punition exemplaire en cas de récidive. Le certificat délivré par les curés aux nourrices devra mentionner si celle-ci a bien une couchette pour l'enfant.

1757. — Défense aux nourrices grosses de continuer la nourriture ; elles doivent aviser les parents sous peine de 50 livres d'amende et du fouet contre les maris.

1762. — Ordonnance de police portant règlement pour les recommanderesses, les nourrices de la campagne, les meneurs et meneuses ; confirme des déclarations royales de 1715 et 1727, et en outre « pour maintenir le bon ordre dans une partie égale-
« ment importante pour la tranquillité des pères et des
« mères, la sûreté des enfants et le bien de l'état
« toujours intéressé à leur conservation et à leur
« éducation » elle institue une visite médicale à laquelle doivent être soumis les nourrices et les nourrissons. Article V. « ordonnons que les nourrices qui viendront
« à Paris chercher des nourrissons seront visitées par
« les médecins et le chirurgien que nous avons commis
« à cet effet lorsque les pères et mères ou autres
« parents des dits nourrissons les requerront ou que les
« recommanderesses ou l'officier par nous chargé de
« l'inspection des nourrices le jugeront à propos...

« Peuvent faire visiter le nourrisson sur demande
« de la nourrice, et les parents ou autres personnes
« faire faire par les mêmes médecins et chirurgiens la
« visite des dits enfants lorsqu'ils leur seront rappor-
« tés... sans frais et gratuitement... »

Inscription en tête du certificat délivré par le curé de l'extrait baptismal de l'enfant de la nourrice

« afin d'éviter toute surprise de la part des nourrices
« sur l'âge de leur dernier enfant ».

Défense à toute élèveuse : 1^o) de se charger d'un enfant avant que son propre enfant soit sevré et âgé de 7 mois à moins qu'il ne soit élevé par une autre nourrice ; 2^o) de prendre un nourrisson deux ans après son accouchement.

1769. — Etablissement d'un seul bureau général dans la ville de Paris (Louis XV).

1773. — Ordonnance de police enjoignant aux meneurs de nourrices de se servir de voitures bien conditionnées, bien jointes et bien bâchées ; défense d'y mettre des ballots, paquets ou marchandises autres que layettes et hardes des nourrissons et ce qui sera nécessaire pour la nourriture des chevaux pendant la route.

1792. — Loi supprimant la contrainte par corps pour défaut de paiement des mois de nourrice.

1821. — Le bureau de nourrice fonctionnera jusqu'en 1821. A ce moment des plaintes graves s'étant élevées contre la direction de l'établissement, il fut fermé. Alors s'ouvrirent des bureaux de nourrice tels qu'ils fonctionnent aujourd'hui, établissements particuliers qui engendrent de nombreux abus : la même élèveuse se charge de plusieurs nourrissons. Elle a souvent des maladies de peau... Les voitures sont tellement surchargées que la nourrice fait la moitié du chemin à pied.

1828. — Ordonnance de M. Debelleyme, Préfet de Police ainsi conçue :

Nous, Préfet de Police, informé que les nourrices de la campagne viennent prendre des nourrissons à Paris sans être munies d'un certificat du maire de leur commune attestant leur moralité, leurs moyens d'existence et leur aptitude à nourrir; que souvent des enfants sont confiés à des femmes incapables de les allaiter ou atteintes de maladies qui peuvent compromettre la vie de ces enfants; que souvent aussi la nourrice se charge à l'insu des parents de plusieurs enfants à la fois; que les maires des communes dans lesquelles elles sont domiciliées se plaignent : 1^o) de ce que les enfants confiés aux nourrices compromettent souvent la santé de ces femmes et quelquefois même la santé de leurs maris et de leurs enfants, 2^o) de ne pouvoir le cas de mort des nourrissons arrivant, rédiger des actes destinés à constater leur décès, parce que les nourrices à leur départ de Paris ne se munissent pas des pièces constatant l'état civil des enfants :

Informé aussi que des individus sous les dénominations de meneurs, messagers, aubergistes, logeurs, etc... procurent journellement des nourrissons aux habitants de Paris ou à ceux de la banlieue, que la plupart ne présentent pas une garantie suffisante... que d'un autre côté les voitures dont ils se servent pour le transport des nourrices et des enfants sont en général tellement petites et incommodes et souvent si encombrées de ballots et de marchandises

que les nourrices sont obligées de faire à pied une grande partie du chemin ;

Vu l'article 32 de l'Arrêté du Gouvernement en date du 12 messidor an VIII, qui nous charge spécialement de surveiller les nourrices et meneurs ;

ORDONNONS ce qui suit :

ART. I. — Toute nourrice de la campagne qui viendra à Paris ou dans la banlieue pour s'y procurer un nourrisson devra être munie d'un certificat délivré par le maire de la commune et attestant :

- 1^o) qu'elle a des moyens d'existence suffisants ;
- 2^o) qu'elle est de bonne vie et mœurs ;
- 3^o) qu'elle n'a point actuellement de nourrissons et que l'âge de son dernier enfant permet qu'elle en prenne un ;
- 4^o) qu'elle est pourvue d'un garde-feu et d'un berceau pour l'enfant qui lui sera confié.

ART. II. — Aucune nourrice ne pourra se charger d'un enfant sans avoir présenté ce certificat à notre Préfecture où, sur l'exhibition qu'elle en fera, il sera procédé à son inscription ;

ART. III. — Dans aucun cas une nourrice ne pourra se charger de deux enfants à la fois ;

ART. IV. — Avant son départ pour le lieu de sa résidence la nourrice à laquelle un enfant aura été confié devra se munir de l'acte de naissance de cet enfant ou à défaut d'un bulletin provisoire de la Mairie où la déclaration de naissance aura été faite.

ART. V. — Il est fait défense expresse à tous meneurs et meneuses, aubergistes, logeurs ou autres de s'entremettre pour procurer des nourrissons à des nourrices qui n'auraient pas été enregistrées dans nos bureaux ; comme aussi de les reconduire dans leurs communes sans qu'elles se soient munies de l'une des pièces mentionnées en l'article 4 de la présente ordonnance.

ART. VI. — Il est également défendu aux meneurs ou meneuses et à toutes autres personnes d'emporter ou faire emporter des enfants nouveau-nés sans que ces enfants soient accompagnés des nourrices qui doivent les allaiter.

ART. VII. — Il est enjoint aux meneurs, meneuses ou autres personnes qui se chargent d'amener ou de procurer des nourrices à Paris ou dans la banlieue, de se présenter par devant nous pour justifier de leurs moyens d'existence et faire connaître le mode de transport qu'ils emploieront.

ART. VIII. — Les aubergistes, logeurs ou autres qui logent les meneurs, les nourrices et les enfants, seront tenus de nous en faire la déclaration, nous réservant de faire examiner et surveiller sous le rapport de la salubrité les localités destinées par eux à les recevoir.

ART. IX. — La déclaration prescrite par l'article précédent devra être faite dans les huit jours qui suivront la publication de la prochaine ordonnance.

Le même délai est accordé pour celles qui doivent

faire aux termes de l'article 8 ci-dessus les meneurs, meneuses et autres personnes qui se chargent d'amener ou de procurer des nourrices à Paris ou dans la banlieue.

ART X. — Les contraventions à la présente ordonnance seront déférées aux Tribunaux.

Le Préfet de Police

DEBELLEYME.

Mesures très sages, car de nombreux abus sont commis par les nourrices et ceux qui font métier de procurer des nourrissons.

Le 20 juin 1842. — Nouvelle ordonnance de police concernant les nourrices, les directeurs de bureau de nourrices, les logeurs, meneurs et meneuses de nourrices.

Nous, conseiller d'Etat, Préfet de Police, Considérant que, nonobstant les mesures prescrites par l'ordonnance de Police du 9 août 1828, concernant les nourrices et la surveillance exercée par l'Administration sur les établissements particuliers où l'on s'occupe de leur placement, des abus d'autant plus graves qu'ils tendent à compromettre l'existence des enfants nous ont été révélés ;

Considérant que ces abus résultent notamment des moyens frauduleux employés, soit par les nourrices, soit par les personnes qui s'entremettent pour leur placement, dans le but de

· dissimuler leur défaut d'aptitude à prendre soin du nourrisson ;

Vu les arrêtés du Gouvernement des 12 messidor An VIII (1^{er} juillet 1800) et 3 brumaire An IX (25 octobre 1800) ;

Vu les articles 319, 320, 484 du Code pénal :

ORDONNONS ce qui suit :

TITRE 1^{er} : *Nourrice.*

ART. I. — Toute nourrice qui voudra se procurer un nourrisson tant à Paris que dans les communes du ressort de la Préfecture de Police, devra être munie d'un certificat délivré par le Maire, de sa commune, et, si elle est domiciliée à Paris par le Commissaire de Police de son quartier. Ce certificat qui devra toujours être revêtu du sceau de la Mairie ou du Commissariat où il aura été délivré, indiquera les noms, prénoms, âge, signalement, domicile et profession de la nourrice ; les noms et profession de son mari s'il y a lieu ; et attestera qu'elle a des moyens d'existence suffisants, qu'elle est de bonnes vie et mœurs, qu'elle n'a point de nourrisson, et que l'âge de son dernier enfant lui permet d'en prendre un ; il indiquera la date précise de la naissance de cet enfant, et s'il est vivant ou décédé. Il devra aussi constater qu'elle est pourvue d'un garde-feu et d'un berceau pour le nourrisson qui lui sera confié.

ART. II. — La nourrice devra se pourvoir, en outre, d'un certificat dûment légalisé délivré par un Doc-

teur en Médecine ou en Chirurgie et attestant qu'elle réunit, sous le rapport sanitaire, toutes les conditions désirables pour élever un nourrisson.

ART. III. — Aucune nourrice ne pourra se charger d'un enfant sans avoir présenté à la Préfecture de Police les deux certificats mentionnés dans les articles précédents, et sur l'exhibition desquels il sera procédé à son inscription, sur un registre spécial ouvert à cet effet.

Un bulletin relatant cette inscription sera, s'il y a lieu, remis à la nourrice.

ART. IV. — Une nourrice ne pourra se charger de plus d'un enfant à la fois pour l'allaiter.

ART. V. — Avant son départ pour le lieu de sa résidence, toute nourrice à laquelle un enfant aura été confié devra se munir de l'acte de naissance de cet enfant, ou, à défaut d'un bulletin provisoire de la Mairie où la déclaration de naissance aura été faite. Quant aux nourrices qui habitent Paris ou la banlieue, elles devront être munies de cette pièce dans les trois jours qui suivront celui où elles seront chargées de l'enfant.

ART. VI. — Les actes ou bulletins de naissance des enfants seront présentés par les nourrices dans le délai de huit jours aux Maires ou aux Commissaires de Police du lieu de leur domicile pour être visés par ces fonctionnaires.

ART. VII. — Il est défendu à toute nourrice de

prendre des enfants pour les remettre à d'autres nourrices.

TITRE 2

Directeur de bureaux de nourrices, logeurs, meneurs, meneuses de nourrices.

ART. VIII. — Les personnes qui s'entremettront pour le louage des nourrissons sous quelque dénomination que se soit, les directeurs de bureaux de nourrices, logeurs... devront en faire la déclaration à la Préfecture de Police. L'Administration fera examiner et surveiller les localités destinées aux nourrices ainsi que les voitures qui devront transporter celles-ci et leurs nourrissons et prescrira aux Directeurs... les directives qu'elle croira nécessaires qu'ils remplissent dans l'intérêt de la salubrité, de la sûreté, des mœurs ou de l'ordre public, et qui seront mentionnées dans les permissions.

ART. IX. — Il est fait défense à tout meneur... de s'entremettre pour procurer des nourrissons à des nourrices qui n'auraient pas été enregistrées dans les bureaux de la Préfecture de Police comme aussi de les reconduire dans leur commune avec des nourrissons sans qu'elles soient munies de l'une des pièces indiquées dans l'article V de la présente ordonnance.

ART. X. — Il est défendu à toute autre personne de s'entremettre directement ou indirectement dans le placement des nourrices.

ART. XI. — Il est également défendu aux meneurs... ou à toutes autres personnes s'occupant de placement d'enfants en nourrice d'emporter ou de faire emporter des enfants nouveau-nés sans que ces enfants soient accompagnés des nourrices qui doivent les allaiter ; et si les enfants venaient à mourir en route, il est enjoint aux nourrices, meneurs, meneuses d'en faire sur-le-champ la déclaration devant l'officier d'état civil de la commune où ils décèderaient. Ce fonctionnaire devra leur en donner un certificat, que la nourrice remettra au Maire de sa commune pour être par lui transmis au Préfet de Police.

ART. XII. — Défense expresse est faite aux directeurs de bureaux de nourrices de procurer plus d'un enfant à la fois à la même nourrice.

ART. XIII. — Les directeurs de bureaux de nourrices seront tenus d'avoir un registre coté et paraphé par le Commissaire de Police de leur quartier ou par le Maire de leur commune et sur lequel devront être inscrits les noms, âge, domicile de la nourrice ; les noms et profession de son mari si elle est mariée ; l'âge du dernier enfant dont elle est accouchée, en indiquant s'il est vivant ou mort ; le jour de l'arrivée ou du départ de la nourrice ainsi que les noms et la demeure des parents de cet enfant ou des personnes dont elle l'aura reçu.

ART. XIV. — Tout directeur de bureaux de nourrices ou logeurs de nourrices sera tenu de fournir dans

les vingt-quatre heures au Commissaire de Police (ou au Maire pour la banlieue) un bulletin constatant le départ de chaque nourrice.

Ce bulletin qui sera immédiatement transmis à la Préfecture de Police devra contenir les noms, âge, domicile de la nourrice, les noms et prénoms de l'enfant, ainsi que les noms et demeure de ses parents ou des personnes qui les représenteraient. Dans le cas où la nourrice partirait sans enfant ou serait placée nourrice sur lieu, le bulletin dont il s'agit devra l'indiquer.

ART. XV. — Les Maires, les Commissaires de Police l'Inspecteur des Maisons de santé, de sevrage et des nourrices, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution de la présente ordonnance.

ART. XVI. — Les contraventions à cette ordonnance seront déférées aux Tribunaux pour être poursuivies conformément aux lois et règlements.

ART. XVII. — L'ordonnance de Police du 9 août 1820 est abrogée.

Le Préfet : DELESSERT.

C'est alors que s'inspirant de tous ces décrets et ordonnances, et voulant faire une œuvre efficace pour la protection de l'enfance, non seulement dans une portion de territoire mais dans toute l'étendue de ce territoire, Théophile Roussel fit voter par le Parlement, le 23 décembre 1874, la loi qui depuis porte son nom, sur la protection des enfants du premier âge.

CHAPITRE III

LA LOI ROUSSEL. — ETUDE ET DISCUSSION. SES IMPERFECTIONS. — NÉCESSITÉ DE LA MODIFIER

La loi Roussel se compose de deux documents distincts :

1^o La loi proprement dite promulguée le 23 décembre 1874 et dont tout l'esprit réside dans l'article I.

ART. I. — « Tout enfant âgé de moins de 2 ans, qui
« est placé, moyennant salaire, en nourrice, en sevrage,
« ou en garde hors du domicile de ses parents, devient
« par ce fait, l'objet d'une surveillance de l'autorité
« publique, ayant pour but de protéger sa vie et sa
« santé. »

Cette loi comprend 15 articles qui sont le développement et la réglementation de ce principe ainsi que la pénalisation qui en sanctionne les infractions.

2^o Un règlement d'administration publique du 27 février 1877 prévu par l'article 12 de la loi :

ART. 12. — « Un règlement d'administration publique déterminera :

1^o Les modes d'organisation du service de surveillance institué par la présente loi, l'organisation de l'inspection médicale, les attributions et les devoirs des médecins-inspecteurs, le traitement de ces inspecteurs, les attributions et devoirs de toutes les personnes chargées des visites ;

2^o Les obligations imposées aux nourrices, aux directeurs des bureaux de placement et à tous les intermédiaires du placement des enfants ;

3^o La forme des déclarations, registres, certificats des maires et des médecins, et autres pièces exigées par les règlements.

Le Préfet peut, après avis du Comité départemental, prescrire par un règlement particulier, des dispositions en rapport avec les circonstances et les besoins locaux.

Ce règlement, très explicite sur la marche du service, délimite exactement quelle est la part de chacun dans le fonctionnement de la loi.

Il se compose de trois chapitres distincts ; le premier a trait à l'organisation du service ; il se résume dans son article premier :

Article premier. — « La surveillance instituée par « la loi du 23 décembre 1874 en faveur des enfants, « au-dessous de deux ans, placés, moyennant salaire « en nourrice, en sevrage ou en garde, hors du domicile « de leurs parents, est exercée, sous l'autorité du Préfet

« assisté du Comité départemental, par des com-
« missions locales, par les maires, par des médecins ins-
« pecteurs et par l'inspecteur des enfants assistés du
« département. »

Les articles qui suivent (jusqu'à l'article 19 inclus) indiquent exactement le rôle de chacun de ses organes.

Le chapitre II s'occupe des Placements. Il délimite dans les articles suivants (20 à 38 inclus) les obligations imposées :

aux maires et officiers de l'état civil,
à toute personne qui met un enfant en nourrice,
aux nourrices qui prennent un enfant chez elles,
aux bureaux de nourrices et à tous les intermédiaires.

Enfin, rentrant dans les moindres détails (chapitre III) les articles 39-40-41, indiquent de quelle façon les registres des mairies, des médecins-inspecteurs et des commissions locales, doivent être tenus.

Ce règlement d'administration publique fut suivi de plusieurs instructions ministérielles.

Nous avons dit plus haut, que tout l'esprit de la loi résidait dans son article I. Le programme que s'est tracé le législateur s'y affirme et s'y résume, quant à sa portée générale.

Malgré toute l'admiration que nous inspire cette

loi bienfaisante, nous sommes obligés de constater que, dès cet article I, la loi est facile à tourner et par ceux-là même qui auraient le plus grand intérêt à la respecter, grâce à ces mots : moyennant salaire.

Pour échapper aux formalités administratives, parents et éleveuses se mettent d'accord pour déclarer que l'enfant est élevé gratuitement. Ces deux petits mots : moyennant salaire, incorporés dans l'article I, ont plus nui à la bonne marche de cette œuvre admirable que toute l'animosité soulevée dans la France, lors de son vote. « Moyennant salaire » fissure par laquelle se sont échappées un grand nombre de petites vies humaines.

Comment s'étonner que de simples nourrices, illettrées pour la plupart, et craignant par dessus tout l'intrusion de l'autorité administrative dans leurs petites affaires, n'aient essayé de tourner cette loi, alors que nous verrons plus loin, les Préfets eux-mêmes investis de la suprême autorité, leur en donner le fâcheux exemple.

Quant aux parents, ils ne veulent en rien contrarier la nourrice qui les persuade facilement de l'inutilité de cette surveillance. Et ils acceptent d'autant plus volontiers qu'ils n'ont pas ainsi à se déranger.

Mais l'indifférence des parents résulte avant tout de l'ignorance où ils ont été et où ils sont encore, des bienfaits et de la véritable protection que leur accorde la loi.

Aux termes de l'article 20 du Règlement d'administration publique. « Tout officier de l'état civil qui
« reçoit une déclaration de naissance, doit rappeler au
« déclarant les dispositions édictées par l'article 7 de la
« loi du 23 décembre 1874. »

Cet article est lui-même ainsi conçu :

« Toute personne qui place un enfant en nourrice,
« en sevrage ou en garde, moyennant salaire, est tenue,
« sous les peines portées par l'article 346 du Code pénal,
« d'en faire la déclaration à la mairie de la commune où
« a été faite la déclaration de naissance de l'enfant, ou
« à la mairie de la résidence actuelle du déclarant en
« indiquant dans ce cas, le lieu de la naissance de l'en-
« fant, et de remettre à la nourrice ou à la gardeuse, un
« bulletin contenant un extrait de l'acte de naissance
« de l'enfant qui lui est confié. »

Le législateur a pensé avec raison qu'aucune publication imprimée et collective ne saurait produire le même effet qu'une notification, verbale et individuelle, adressée aux intéressés. Au point de vue de la protection infantile, la déclaration de naissance est la seule circonstance dans laquelle le délégué de l'autorité est en contact avec le représentant de la famille. Si ce fonctionnaire savait mettre à profit cette occasion unique, s'il savait faire ressortir avec assez de vigueur le caractère obligatoire des formalités prescrites dans l'intérêt de l'enfant, ainsi que la sanction pénale attachée à leur inobservation, il rendrait à la cause de la protection, un très précieux service.

Malgré tout, soit incurie, soit ignorance, à chaque découverte d'un enfant placé en nourrice et non protégé, la réponse est la même : l'enfant est élevé gratuitement.

Toute personne qui place un enfant en nourrice est obligée d'après l'article 7 de la loi « d'en faire la « déclaration à la mairie de la commune où a été faite « la déclaration de naissance de l'enfant ou à la mairie « de la résidence actuelle du déclarant. »

Les parents doivent produire le carnet délivré à la nourrice (art. 22 du règlement), et, par conséquent, sont à même, par ce carnet, de se rendre compte de l'état des lieux où vivra leur enfant, de la santé de la nourrice, et de l'aptitude de celle-ci à élever un nourrisson. Toutes garanties dont ils se privent en ne faisant pas leur déclaration.

Cette formalité est le point de départ de toutes les mesures protectrices.

La nourrice, en vertu de l'article 9 de la loi, est tenue, sous les peines portées à l'article 346 du Code penal, de faire une déclaration à la mairie de la commune de son domicile dans les 3 jours de l'arrivée de l'enfant. Si elle ne s'acquitte pas de cette obligation, le service de la protection ayant été mis en branle par la déclaration des parents, la mairie du lieu de résidence de la nourrice reçoit un avis de la mairie du lieu de résidence des parents et est ainsi à même, à la fois de constater la négligence de la

nourrice et de réparer les conséquences de cette négligence.

Avant de pouvoir prendre un enfant, la nourrice est tenue de se procurer un carnet et les obligations imposées aux nourrices sevreuses et gardeuses qui prennent des enfants chez elles moyennant salaire, sont très importantes (art. 8-9).

L'article 27 du Règlement exige que :

« Toute femme qui veut prendre chez elle un
« enfant en nourrice, doit préalablement obtenir un
« certificat du maire de sa commune et un certificat
« médical. Elle doit en outre se munir du carnet spécifié
« à l'article 30. »

Le certificat administratif fait connaître le signalement de la nourrice, son état civil, son domicile, la profession du mari, la date de naissance de son dernier enfant, et si cet enfant est vivant. Il contiendra quelques renseignements sur la conduite de la nourrice, ses moyens d'existence, la salubrité et la propreté de son habitation ; si elle a déjà élevé un ou plusieurs enfants moyennant salaire, le maire mentionnera les réponses de la nourrice sur ce qu'il en est advenu (art. 28 du Décret).

Pour obtenir ces renseignements, le maire doit user de tous les moyens d'investigation qui sont en son pouvoir, car sa responsabilité personnelle semble engagée :

« Toute déclaration ou énonciation reconnue fausse
« dans les dits certificats, entraîne l'application au
« certificateur des peines portées au paragraphe 1
« de l'article 155 du Code pénal (art. 8). »

La nourrice doit être en outre munie d'un certificat médical (art. 27) attestant qu'elle remplit les conditions désirables pour élever un nourrisson, qu'elle n'a ni infirmités, ni maladie contagieuse, qu'elle est vaccinée (art. 29).

Mais ici encore, il y a une lacune : le certificat médical est délivré par le médecin-inspecteur, ou à défaut du médecin-inspecteur habitant la commune où réside la nourrice, par un docteur en médecine ou un officier de santé ; il peut également être délivré dans la commune où la nourrice vient prendre l'enfant.

Or, il y a un véritable intérêt pour éviter des attestations de complaisance, à ce que la nourrice, pour l'obtention du certificat médical, s'adresse au médecin-inspecteur de la circonscription où elle habite. En effet, celui-ci connaît mieux que quiconque, ses nourrices, et, s'il refuse le certificat, son refus n'est pas sans appel puisqu'alors la nourrice, en payant un praticien quelconque, peut obtenir par impétié de ce dernier, ce que le premier avait refusé en connaissance de cause.

Or, la très grande importance de ce certificat n'est pas à démontrer. Munie de ces deux pièces indispensables : certificat administratif et certificat

médical, la nourrice va se procurer le carnet spécifié à l'art. 30 du Décret, carnet qui lui sera délivré gratuitement soit par le Préfet de police à Paris, soit par le maire dans les autres communes (art. 30). Ce carnet peut lui être délivré soit par le maire de sa commune, soit par celui de la commune où elle reçoit l'enfant et cela sur le seul vu de ses deux certificats.

Toutes ces conditions auxquelles sont soumises les nourrices, au point de vue des certificats et du carnet, s'appliquent aussi aux sevrées et aux gardeuses.

Il est une catégorie de nourrices qui bien que peu importante de nos jours, a reçu une attention toute particulière du législateur : la nourrice sur lieu (art. 8 de la loi).

« Toute personne qui veut se placer comme nourrice sur lieu est tenue de se munir d'un certificat du maire de sa résidence, indiquant si son dernier enfant est vivant et constatant qu'il est âgé de sept mois révolus, ou s'il n'a pas atteint cet âge, qu'il est allaité par une autre femme remplissant les conditions qui seront déterminées par le règlement d'administration publique prescrit par l'article 21 de la présente loi. »

Une nourrice ne peut allaiter d'autre enfant que le sien. Tel est le principe posé par l'article 25. Par là, le législateur a montré que si l'enfant séparé

de sa mère était des plus intéressants, l'enfant de la nourrice ne l'était pas moins.

« Le lait de la mère appartient à son enfant. »

Dans certains cas cependant, la nourrice peut se procurer une autorisation spéciale et écrite du médecin-inspecteur, de sa circonscription ou d'un docteur en médecine.

De même nulle sevrreuse ou gardeuse ne peut se charger de plus de deux enfants à la fois, à moins d'une autorisation spéciale et écrite, donnée par la commission locale, et, à défaut de commission locale, par le maire (art. 26 du Décret).

Voyons maintenant comment fonctionne le service de protection :

La nourrice munie de son carnet arrive à la commune où elle pense trouver un nourrisson. Ou bien elle connaît déjà la famille, ou bien elle se dirige sur un bureau de nourrices.

Ceux-ci sont l'objet d'une surveillance très sévère, afin de prévenir les abus. Nous avons vu précédemment à combien d'édits, les meneurs et bureaux ont donné lieu. L'article II de la loi de 1874, s'occupe de cette catégorie d'intermédiaires, et le règlement d'administration publique leur consacre quatre articles 35-36-37-38. Ils sont suffisamment explicites pour rendre tout commentaire inutile.

L'autorisation nécessaire pour ouvrir un Bureau de nourrices vient du Préfet qui peut toujours la

retirer. Il est interdit à ces bureaux de placer des nourrices qui ne seraient pas munies du Carnet de nourrices. Enfin ils doivent avoir un registre coté et paraphé par le Préfet de Police à Paris, par le Commissaire de police à Lyon, par le maire dans toutes les autres communes. Sur ce registre, figure l'état civil de la nourrice et de son mari, leur lieu de résidence et la profession du mari.

Lorsque la nourrice se trouve munie d'un nourrisson, la famille de ce nourrisson en fait la déclaration à la mairie du lieu de sa résidence. De son côté rentrée chez elle, la nourrice en fait la déclaration à la mairie de la commune où elle habite, dans les trois jours de l'arrivée et remet à cette mairie le bulletin mentionné à l'article 7 de la loi (bulletin contenant un extrait de l'acte de naissance de l'enfant).

En cas de changement de résidence, la nourrice devra renouveler cette déclaration à la mairie de son nouveau domicile (art. 9 de la loi). Une des premières obligations de la nourrice, est de faire vacciner l'enfant, s'il ne l'a pas encore été (art. 32 du Décret) dans les trois mois du jour où il lui a été confié.

Elle ne peut sous aucun prétexte se dessaisir de son nourrisson, même temporairement, en le remettant à une autre nourrice à moins d'une autorisation écrite donnée par les parents ou le maire après avis du médecin-inspecteur (art. 33 du Décret).

Enfin lorsqu'une nourrice voudra rendre l'enfant à elle confié sans qu'il ait été réclamé, elle devra informer le maire de son intention (art. 34 du Décret).

Le maire prévenu soit par la mairie du lieu d'habitation de la famille (art. 7), soit par la nourrice (art. 9), de l'arrivée d'un enfant protégé dans sa commune, en avise dans les trois jours le médecin-inspecteur de sa circonscription en lui envoyant copie de la déclaration (art. 24 du Décret). Celui-ci se transporte au domicile de la nourrice dans la huitaine du jour où il est prévenu par le maire de l'arrivée de l'enfant (art. 10).

Il est bien évident que ces délais sont des maxima et que le médecin-inspecteur doit se transporter au domicile de la nourrice aussitôt qu'il est avisé de l'arrivée de l'enfant, car de cette première visite dépendra la vie et la santé de l'enfant et même de la nourrice : le médecin peut constater, en effet, des symptômes de maladie contagieuse chez l'un ou chez l'autre. L'enfant a pu ne pas supporter le voyage, le mode d'alimentation peut ne pas lui convenir. Enfin en cas de certificats de complaisance, le médecin se trouve devant un fait accompli : une nourrice ne répondant pas aux exigences de la loi se trouve munie d'un nourrisson (Dans certains cas, il devra même provoquer le retrait de l'enfant).

Après chacune de ses visites, le médecin-inspec-

teur indique ses prescriptions sur le carnet de la nourrice et les consignes sur un bulletin qui sera communiqué au Maire et à la Commission (art. XI. du Décret). Enfin au cas où un enfant mis en nourrice manque de soins médicaux, le maire en avise le médecin-inspecteur, et au cas où celui-ci ne serait pas disponible, le médecin le plus proche du lieu de résidence de la nourrice (art. 14 du Décret) mais ces formalités peuvent traîner en longueur et être préjudiciables à la santé de l'enfant.

Pour les visites ultérieures le médecin-inspecteur doit visiter chaque enfant une fois par mois a t. 10). C'est vraiment un minimum. Cependant la loi a prévu un autre genre de surveillance, instituant les Commissions locales.

Pour être efficace la charité doit être localisée ; plus le champ sur lequel elle s'exerce est restreint, plus son heureuse influence se fait sentir.

Les Commissions locales sont instituées par un arrêté du Préfet après avis du Comité départemental, dans les parties du département où l'utilité en sera reconnue (art. 2 de la loi).

Ces Commissions sont présidées par le maire de la commune. Le médecin-inspecteur, convoqué aux séances, y a voix consultative (art. 2 du Décret).

Les membres de ces Commissions sont nommés et révoqués par le Préfet (art. 3). Elles sont présidées par le maire (art. 4). Elles se réunissent au moins une fois par mois et peuvent être convoquées en séances extraordinaires, soit d'office par le maire,

soit sur la demande du médecin-inspecteur ou de l'un des membres de ces commissions (art. 5). Ces membres se partagent la surveillance des enfants à visiter au domicile des nourrices.

Il est bien évident que si ces visites sont fréquentes et inopinées elles rendent le plus grand service à l'œuvre de protection.

Les Commissions peuvent, si elles jugent que la vie ou la santé de l'enfant est compromise (après avoir pris l'avis du médecin-inspecteur et mis en demeure les parents) retirer l'enfant à sa nourrice et le placer provisoirement chez une autre personne. Dans ce cas le Préfet en est averti dans les 24 heures et les parents prévenus à nouveau. Dans les communes où il n'y a pas de Commission locale, le maire exerce ces pouvoirs. Le Préfet statue en dernier ressort (art. 7 du Décret).

Nous voyons par cette étude que la loi de protection n'a rien négligé. Nous voyons également que les maires armés déjà d'un pouvoir de surveillance sur les nourrices, en vertu des lois de police générale ont reçu de la loi de protection, une autorité plus étendue. Mais pour contrôler le maire lui-même, la loi a institué les registres (art. 12 de la loi).

ART. 10. — « Il est ouvert dans les mairies un registre spécial pour les déclarations ci-dessous prescrites.

« Ce registre est coté, paraphé et vérifié tous les ans
« par le juge de paix. Ce magistrat fait un rapport

« annuel au Procureur de la République, qui le transmet au Préfet, sur les résultats de cette vérification.

« En cas d'absence ou de tenue irrégulière du registre, le maire est passible de la peine édictée à l'article 50 en Code civil. »

Le Règlement d'administration publique a développé ce point de la loi.

ART. 39 du Décret. — « Il est ouvert dans chaque mairie deux registres destinés à recevoir, le premier les déclarations imposées par l'article 7 de la loi à toute personne qui place, moyennant salaire, un enfant en nourrice, en sevrage ou en garde ; le second, les déclarations imposées par l'article 9 à toute personne qui se charge d'un enfant dans ces conditions. »

Le médecin-inspecteur doit également tenir un registre (art. 40).

ART. 40. — « Le médecin-inspecteur tient à jour un livre sur lequel il inscrit les nourrices, sevruses ou gardeuses, et les enfants qui leur sont confiés.

« Ce livre mentionne dans des colonnes spéciales :

« 1^o Les noms, prénoms, professions et adresses des nourrices, sevruses ou gardeuses ;

« 2^o La date des deux certificats et du carnet mentionnée à l'article 27 du présent règlement ;

« 3^o Les noms, prénoms, sexe, état civil de l'enfant, ainsi que la date et le lieu de sa naissance ;

« 4^o La date de son placement ;

« 5^o La date et le motif des visites du médecin étranger au service, qui aurait été appelé par la nourrice, ainsi que la date et le résultat de ses visites personnelles ;

« 6^o La date et les causes du retrait de l'enfant ou du décès, s'il a eu lieu chez la nourrice ;

« 7^o Les observations concernant l'enfant et la nourrice, sevrée ou gardeuse. »

De même pour les commissions locales :

ART. 41 du Décret. — « Le secrétaire de la commission locale devra tenir au courant un registre en deux parties, contenant, d'une part, les délibérations et les décisions de la Commission, et, d'autre part, les noms et adresses de toutes les nourrices, sevrées ou gardeuses de la commune, les noms des enfants qui leur sont confiés et la date des visites faites aux nourrices, sevrées ou gardeuses, par les membres de la commission.

« Le médecin-inspecteur appose mensuellement son visa sur ce registre. »

Enfin ces registres sont cotés, paraphés et vérifiés tous les ans par le juge de paix. Ce magistrat fait un rapport annuel au Procureur de la République, qui le transmet au Préfet, sur les résultats de cette vérification (Art. 10 de la loi).

Cette loi, très bien conçue par son auteur, ne semble pas avoir reçu l'accueil qu'elle semblait mériter.

Peut-être gênait-elle trop de gens. Les budgets départementaux ayant à supporter entièrement la charge d'un tel service, les Préfets lui furent très hostiles. Quatre départements refusèrent même purement et simplement de s'y soumettre : l'Ardèche, la Charente, la Dordogne, et les Hautes-Pyrénées.

Voici ce que Théophile Roussel, alors Vice-Président du Comité supérieur de la protection du 1^{er} âge, en exécution de l'art. 3 de la loi du 23 décembre 1874 et au nom de ce Comité, écrivait dans un rapport au Ministre :

« Quel tableau attristant que ces grands et riches départements, où l'absence complète de protection légale du premier âge est manifestement due à l'inertie de l'inspection départementale, au manque de vie du Comité et par dessus tout au manque d'initiative du Préfet. Ces négligences sont par leurs résultats si inhumains, que le Comité supérieur ne pouvait se soustraire audevoir de vous adresser, Monsieur le Ministre, un pressant appel pour que cette situation ait une fin.

« L'analyse des pièces concernant un département qui compte plus de 1.000 nourrissons à surveiller amenait un des rapporteurs à se résumer en ces termes : « Rien ! moins que rien. » Dans un autre le service paraît avoir été abandonné par le Préfet à l'inspecteur départemental. Celui-ci au lieu de s'en tenir à la loi qu'il juge bonne, mais d'une application difficile à cause de son mécanisme compliqué, s'est jeté dans la fantaisie et a imaginé un questionnaire

« à soumettre aux maires en disant que si ce question-
« naire était rempli, on pourrait se passer des com-
« missions locales, des frais de registres et d'imprimés.

« Dans un département où le Comité départe-
« mental n'a jamais été réuni, le Préfet laissait sou-
« tenir sans contradiction, au sein du Conseil général,
« l'assertion que cette loi n'est pas nécessaire, au
« moment même où un premier recensement fait par
« l'inspecteur départemental constatait l'existence de
« 415 enfants en nourrice.

« Quelques Préfets, poussant encore plus loin le
« laisser aller se sont dispensés de fournir les rensei-
« gnements prescrits par la loi et le règlement.

« L'un d'eux pour justifier l'absence du rapport
« réglementaire de l'inspecteur des Enfants Assistés,
« se borne à dire à la date du 24 mai 1879 « que le
« service est encore très incomplètement organisé et
« n'a pu être pour ce motif, confié ainsi que le veut
« la loi, à l'inspecteur des Enfants Assistés ».

« Dans un autre « les documents exigés par la loi
« ne peuvent être fournis, le service n'ayant pas en-
« core fonctionné ».

On voit par ces quelques lignes les difficultés
innombrables et la mauvaise foi évidente de ceux qui
étaient à la tête de cette organisation.

Et cependant les Ministres qui se succédèrent
essayèrent par des circulaires souvent renouvelées
de stimuler le zèle défaillant des Préfets et de faire

adopter la loi dans toute la France. Le 21 juillet 1882, le Ministre de l'Intérieur écrivait :

« Sur l'excellence du but de cette loi, il ne peut y
« avoir deux avis. Une nation doit faire tout ce qui
« dépend d'elle pour préserver les enfants sur lesquels
« son avenir repose. Son devoir ne s'arrête que là où
« s'épuisent ses moyens d'action : publicistes, écono-
« mistes, médecins ont démontré, chiffres en mains,
« que l'accomplissement de ce devoir est en même
« temps pour notre pays, la défense du plus pressant
« intérêt. »

et plus loin :

« Pour conclure à l'inefficacité de la loi, il faudrait
« admettre que les garanties exigées des nourrices, que
« bureaux de nourrices, des meneurs et meneuses, des
« la surveillance des commissions, des municipalités
« fussent autant de mesures stériles. »

Mais les circulaires ministérielles se heurtent à la résistance passive des Préfets. Si bien que le Dr Raimondi dans une lettre ouverte au Ministre, datée du 20 avril 1901, publiée dans le journal *Le Matin* a pu écrire :

« Le service d'inspection des nourrissons constitue
une fausse sécurité pour les parents. Notre pays est
celui où le nourrisson est le moins bien défendu. Les
« crimes inconsciemment commis sont, chaque année,
« innombrables. »

Cet article eut dans la presse un retentissement

formidable, chaque journal donnant à ses lecteurs des exemples de négligences de la part des nourrices, d'impuissance de la part de l'Etat.

M. Paul STRAUSS dans son livre admirable, « LA CROISADE SANITAIRE » découvre le côté faible de la loi.

« Comme plusieurs de nos lois françaises, la loi de 1874 a inspiré une sécurité trompeuse. Elle délègue au département où à la commune l'exercice de la puissance publique sans que l'Etat souverain con-serve un pouvoir d'arbitrage et d'appel en dernier ressort. La loi ne fonctionne pas, elle est mal obéie parce qu'elle est facultative pour les départements et les communes, et qu'elle est entièrement laissée au bon vouloir, à la discrétion des administrations locales. »

Les maires trafiquent du certificat administratif :

« Il arrive que des maires délivrent des certificats à des nourrices contrairement aux termes formels de l'art. 8 de la loi de 1874. Il est même arrivé, ce qui est à peine croyable, mais ce qui est malheureusement certain, que des maires ont inscrit sur les certificats des indications fausses sur l'âge de l'enfant d'une nourrice, en vue de faciliter le placement de celle-ci dans une famille » (Circulaire ministérielle du 27 octobre 1894).

Le premier de tous, le Conseil général de la Seine apprécia hautement le but philanthropique et humanitaire de la loi. Il vota de larges crédits pour en assurer

le bon fonctionnement et grâce à de généreuses libéralités, les enfants placés en nourrice dans le département de la Seine, bénéficient depuis 50 ans, d'une protection attentive et éclairée.

Par ordonnance de police du 1^{er} février 1878, M. Gigot, alors Préfet, en se fondant sur le dernier paragraphe de l'article 12 de la loi de 1874, lequel est ainsi conçu : « Le Préfet peut, après avis du Comité départemental, prescrire par un règlement particulier, les dispositions en rapport avec les circonstances et les besoins locaux », a réglementé dans ses moindres détails l'organisation du service de la protection.

Il a reculé la limite d'âge auquel l'enfant cesse d'être protégé. Les personnes qui prennent en garde des enfants au delà de 2 ans, sont surveillées à peu près dans les mêmes conditions que les nourrices.

A la Préfecture de Police, fonctionne quotidiennement un service de contre-visite médicale, d'inscription de nourrices. Sont tenues de s'y présenter :

les nourrices domiciliées à Paris,

les femmes qui, par l'intermédiaire des bureaux de nourrices veulent, soit se procurer des nourrissons, soit se placer nourrices sur lieu. Cette contre-visite médicale est assurée par un Médecin-inspecteur nommé spécialement par le Préfet.

Quand une nourrice de province se présente dans l'un des bureaux agréés et soumis à la surveillance de l'administration, elle est inscrite sur le registre, puis amenée à la Préfecture de police, elle remet son carnet, le certificat du maire et celui du médecin. Son carnet

visé, elle retourne au bureau où elle est mise, alors seulement, en relation avec les familles.

Au cas où elle serait refusée, son carnet est gardé à la Préfecture et le maire de sa commune immédiatement avisé. Celui-ci doit faire connaître si la nourrice a tout de même pris un nourrisson.

L'enfant est soumis à une visite médicale afin de savoir s'il n'est atteint d'aucune maladie contagieuse et s'il peut supporter les fatigues du voyage.

Toutes les nourrices habitant le département de la Seine, sont visitées dans les 8 jours de l'arrivée du nourrisson par le Médecin-inspecteur et ensuite une fois par mois par le médecin et la dame visiteuse. Elles le sont aussi par les membres des commissions locales.

Dès 1879, le premier rapport annuel a été adressé au Ministre et communiqué à l'Académie de médecine et depuis il est communiqué régulièrement.

La question du logement a beaucoup préoccupé l'administration. « Le service d'inspection a parfois constaté que certaines d'entre elles habitent des logements qui sont loin de présenter les conditions indispensables pour l'hygiène élémentaire et sont parfois de véritables taudis... Cependant la fermeté et la ténacité persévérante des services ont permis de constater un réel progrès dans l'hygiène et la tenue des logements de nourrices. »

Les résultats viennent démontrer le bien fondé d'une surveillance parfaitement organisée.

En 1924 la mortalité des enfants surveillés dans le département de la Seine était de 3,3 %, alors que, en 1866, Husson dans son discours à l'Académie de Médecine, évaluait la mortalité générale en France des enfants de 0 à 1 ans à 18 %, et celle des enfants placés en nourrice à 39 %. Ces chiffres sont donnés sans aucune garantie, car avant la loi, le nombre des enfants mis en nourrice ne pouvait être exactement connu, et ainsi leur mortalité ne pouvait être estimée que d'après les statistiques locales nécessairement restreintes.

Malgré tout, le taux de la mortalité infantile est dans le département de la Seine, très inférieur à celui de la mortalité générale des enfants protégés en France.

Si la mortalité des enfants surveillés est en diminution constante, c'est que la loi Roussel en établissant la surveillance des enfants placés en nourrice a permis aux médecins-inspecteurs de propager les règles de l'hygiène dans le logis des nourrices. Celles-ci qui se sentent surveillées, tiennent en général proprement leur maison, de même que la literie, les langes et le nourrisson lui-même.

Elles tiennent proprement ou presque, les pots à lait et les biberons.

La loi du 6 avril 1910 relative à l'interdiction des biberons à tube, complétée par la *loi de février 1917*, réglementant la fabrication des tétines, a déjà porté ses fruits. La nourrice dans les communes où le mé-

decin-inspecteur fait honnêtement et consciencieusement son service, n'ignore plus que de la bonne tenue des biberons dépend la santé de son nourrisson et que la diarrhée, cause directe de leur malpropreté, est une des causes les plus importantes de la mortalité infantile.

CONCLUSIONS. — Malgré ses imperfections et son caractère facultatif, la loi Roussel, en soumettant les nourrices à un certain nombre d'obligations et entre autres à la surveillance médicale, a rendu de très grands services.

Mais les temps ont évolué. Depuis la guerre, des œuvres publiques ou privées se sont occupées de l'Enfance ; les progrès en médecine sont chaque jour plus grands.

D'autre part, 60 ans d'application de la loi ont montré quels perfectionnements pouvaient et devaient y être apportés.

Des hommes de grand cœur, avec en tête M. Paul Strauss, ont repris, à la suite de Théophile Roussel, la lutte pour la protection des Tout Petits.

En 1918, une proposition de loi fut déposée au Sénat par M. Paul Strauss, sénateur, tendant à la révision de la loi Roussel.

CHAPITRE V

Moyens apportés, depuis 1374, par la charité publique et privée pour remédier à son insuffisance

Devant les grands inconvénients qu'ont présentés l'allaitement artificiel et le placement en nourrice, les pouvoirs publics se trouvent à peu près désarmés. L'accession des femmes au travail des usines, la nécessité de gagner en partie la vie du ménage a encore accru les difficultés. Le mieux aurait été d'interdire le travail des femmes, c'est une mesure dont l'application ne peut être envisagée, en dehors des périodes de grossesse ou d'allaitement.

On peut faire valoir, en effet, que les femmes qui pourraient rester chez elles et soigner leurs enfants, réaliseraient ainsi de notables économies qui compenseraient, du moins au point de vue de la famille française, la perte de leur gain. Le foyer n'en serait que plus agréable et les enfants mieux portants.

Mais la vie d'atelier, de bureau, plaît aux femmes et, depuis la guerre, les conditions économiques ont changé. La femme a pris dans les usines de guerre, l'habitude de travailler hors de chez elle, comme l'homme ; elle trouve monotones les travaux du

ménage ; le besoin de luxe et de plaisir est plus pressant.

Pour un certain nombre d'entre elles aussi, travailler est une nécessité absolue ; par suite, des difficultés de la vie, leur salaire est nécessaire pour équilibrer le budget.

Pour toutes, l'enfant devient une gêne. Gêne qui a pour conséquence, une diminution volontaire des naissances et un accroissement des avortements. Quand l'enfant, pour des raisons souvent indépendantes de la volonté des parents, vient au monde, la mère ne pense pas à le garder et à le nourrir. Bien avant sa naissance, elle s'est préoccupée de le placer.

Le rôle du législateur, très délicat, est alors de parer autant qu'il se peut au danger qui menace l'avenir de la race.

La loi du 17 juin 1913, dite loi STRAUSS, complétée par les art. 75 et 78 de la loi des finances du 30 juillet 1913, institue le repos des femmes en couches pendant un délai de 8 semaines consécutives avant et après l'accouchement, et l'assistance aux femmes en couche salariées par des allocations journalières et une surveillance à domicile.

La loi du 5 août 1917 étend le bénéfice de l'application des lois sus-visées de 1913 à toute femme privée de ressources.

La loi du 27 novembre 1909, insérée au Code du Travail (art. 29) garantit leur travail ou leur emploi aux femmes en couches.

Ces lois permettent à la mère de se reposer momentanément et d'apprécier le petit être qui vient de naître ; mais après.

Après, celui-ci est livré à des mains mercenaires, bien souvent criminelles par bêtise, malpropreté, esprit de lucre. On conçoit qu'ainsi, remédier aux causes de la mortalité élevée, ne réponde pas seulement à un sentiment de charité, et de pitié pour ces petits abandonnés, mais à un devoir social, à une nécessité.

En présence de cet état de choses, il semble que deux courants d'opinions se soient dessinés :

Le premier tendrait à renforcer les lois qui protègent l'enfant éloigné de sa mère, à multiplier les œuvres surveillées, où les soins sont intelligents et éclairés, et augmenter ainsi ses chances de vie ;

Le second, à changer par des moyens appropriés (prime d'allaitement, etc.) l'esprit de la population et à faire de telle sorte que la femme ayant plus d'avantages à rester à son foyer, soit « *la nourrice payée de son enfant* ». Car « tout ce qui éloigne « l'enfant de sa mère, le met en état de souffrance et « en danger de mort ».

Nous allons étudier successivement tout les moyens apportés par les pouvoirs publics et la charité publique et privée, à la réalisation de ces deux tendances.

Loi ROUSSEL révisée ou Loi STRAUSS (que nous étudierons dans un chapitre spécial).

Crèches et chambres d'allaitement.

Pouponnières.

Centres ruraux de placement familial surveillé.

Maisons maternelles.

Encouragement à la maternité réalisé par :

la prime d'allaitement ;

les gouttes de lait ;

les consultations des nourrissons ;

l'Office de protection maternelle et infantile du département de la Seine ;

les Cantines maternelles,

les Asiles de convalescence et d'allaitement.

les Mutualités maternelles,

la loi sur les Assurances sociales.

le Service Social et les Infirmières visiteuses.

Les Crèches

Régies par le Décret du 2 mai 1897, modifié par le Décret du 9 novembre 1923, complété par l'arrêté ministériel du 10 novembre 1923, les Crèches sont des garderies d'enfants bien portants âgés de moins de 3 ans et où ceux-ci reçoivent « pendant les heures de « travail de leur mère, les soins hygiéniques et moraux « qu'exige leur âge » (Décret du 9 novembre 1923).

Depuis plus de 100 ans, la femme ouvrière, puis employée, quand elle n'abandonnait pas complètement son enfant aux soins d'une nourrice mercenaire, le confiait à des gardeuses. C'étaient presque toujours des femmes âgées, souvent impotentes, imbuës d'idées fausses et réfractaires aux notions d'hygiène.

Historique. — En 1769 vivait dans les montagnes des Vosges, un Pasteur, Frédéric Oberlin, qui s'était donné la tâche d'améliorer les mœurs et la fortune des pauvres habitants de sa paroisse. Sous la direction d'une jeune fille, Louise Scheppler, il créa dans son presbytère une garderie où pendant toute la journée et durant les saisons du travail aux champs, il reçut les enfants de sa paroisse depuis l'âge de 15 jours jusqu'à l'âge de l'admission à l'école.

Après lui des personnes charitables essayèrent de

fonder « *des salles de berceaux* ». En 1801 une femme du monde, la marquise de Pastoret, aidée du Professeur Cochin, tenta pour les enfants des ouvrières parisiennes ce que le Pasteur Oberlin avait fait pour les petits enfants des paysannes des Vosges. Elle fonda un asile qui recevait de jeunes enfants que leur mère venaient allaiter. Mais cet asile fut de durée éphémère.

Le véritable créateur et vulgarisateur de la Crèche est Marbeau. Il fonda sa première Crèche le 14 novembre 1844, au 74, rue de Chaillot. Elle était destinée à « soigner pendant les heures et jours de travail « certains enfants trop jeunes ou trop faibles pour « suivre les exercices de la salle d'asile. »

Plus tard, quand parut en 1867 *Le Parfait Manuel de la Crèche*, Marbeau la définit ainsi : « La Crèche « a pour but de faciliter l'allaitement maternel et de « conserver les liens de famille dans les classes nécessiteuses... Elle cessera de garder des enfants quand « leurs mères négligeront de venir les allaiter... La « Crèche n'accorde ses bienfaits qu'aux familles qui en « ont besoin et qui en sont dignes ; elle n'admet pas « les enfants dont les mères se conduisent mal (!) ».

La fondation Marbeau connut dès ses débuts le plus grand succès. A la Crèche de la rue de Chaillot, vinrent s'adjoindre bientôt deux autres : celles de Saint-Philippe-du-Roule et de Saint-Louis d'Antin.

Un an après cette innovation, à la fin de 1845, on comptait 6 crèches à Paris.

L'année suivante la « *Société des Crèches* » fut fondée.

Enfin le 26 février 1862, la Crèche fut reconnue organisme officiel par Décret Impérial.

C'était le succès : en 1892, 46 Crèche à Paris.

En 1896, concurremment à l'Institution Marbeau se fonda « *l'Œuvre nouvelle des Crèches Parisiennes* » sous la présidence de M^{me} Marguerite Cremnitz, qui posséda plusieurs Crèches à Paris, toutes installées avec le maximum d'hygiène.

Actuellement, d'après le rapport annuel 1931, rapport qui est publié chaque année par les soins du 5^e Bureau de la Préfecture de Police sur « *La protection des enfants du premier âge* » il y a dans le département de la Seine tant à Paris que dans sa banlieue, 121 Crèches en activité pouvant recevoir chaque jour, 4.044 enfants, en recevant seulement 2.290.

Le rapide développement pris par les Crèches est une indication nette que cette œuvre répond à un besoin. Il est évident que tant que la mère ne pourra rester chez elle, et élever son enfant, tant qu'elle sera obligée d'aller au dehors travailler, les crèches seront nécessaires.

Est-ce à dire que ce soit la meilleure manière de résoudre ce difficile problème de puériculture ?

Sans nous arrêter à quelques critiques sans valeur, et qui ne peuvent s'appliquer sans doute qu'à un très petit nombre de crèches : mauvaise hygiène, locaux insalubres, incapacité du personnel, mauvaise nourriture... (Toutes les crèches que nous avons

visitées, prises au hasard, sont d'une parfaite tenue, d'une grande propreté) il est quelques critiques qui se justifient pleinement :

Tout d'abord le transfert des enfants deux fois par jour, le matin et le soir, les expose à des refroidissements ; les Directrices de Crèches que nous avons interrogées ne nous ont pas caché que c'est là un mal qu'elles combattent avec beaucoup de vigilance en recommandant aux parents de bien couvrir les enfants, mais souvent les bébés reviennent enrhumés et certains, les mois d'hiver sont absents plusieurs jours.

Il est une critique que l'on fait presque jamais aux Crèches et qui nous semble pourtant fondée : l'enfant qui a été bien soigné tout le jour, rentre le soir dans un logis souvent négligé, quelquefois une chambre d'hôtel. Aura-t-il son biberon net et soigné, comme à la Crèche ? La mère, fatiguée par une longue journée de travail trouvera-t-elle le temps de suivre les prescriptions et les sages conseils de la Directrice ? Les lundis sont, paraît-il, des jours lamentables. Traînés la veille au café ou au cinéma, ce sont des petits êtres sales et pitoyables qui retournent à la Crèche.

Troisième argument contre la Crèche : son prix de revient. Il est très différent pour chacune des Crèches que nous avons visitées et nous n'avons pu avoir un chiffre exact. Mais il nous semble que ce prix doit être très élevé.

Enfin diront quelques-uns la Crèche, telle qu'elle est comprise actuellement, va à l'encontre de son esprit, puisque très peu d'enfants sont nourris au sein ; presque tous les ont artificiellement ; mais nous devons reconnaître que la situation actuelle ne peut être imputable à la Crèche. Ce n'est pas elle qui empêche la mère de nourrir, mais bien plutôt les conditions d'existence de celle-ci, les exemples qu'elle a autour d'elle. Malgré le généreux zèle de quelques hommes d'élite, dont le Docteur DEVRAIGNE, la mode n'est plus à nourrir.

Grâce aux progrès de l'hygiène, le biberon ne présente qu'un minimum d'inconvénients dans un établissement bien tenu. Et comme M. Paul Strauss l'a écrit : « à défaut de la Crèche, l'enfant serait laissé « en garde dans les plus mauvaises conditions et la « mère ouvrière ne s'acquitterait pas davantage de sa « fonction nourricière. »

La mortalité est impossible à y établir d'une façon précise. Les enfants malades n'y sont pas admis par principe, et en cas de maladie grave, s'ils ne sont pas soignés chez leurs parents, ils vont à l'hôpital. La population d'une Crèche se renouvelle d'ailleurs constamment.

Voici quelques mots sur le fonctionnement d'une Crèche. Amenés par leur mère, les enfants sont aussitôt déshabillés et douchés, puis vêtus d'effets appartenant à la Crèche. Les vêtements dans lesquels les enfants ont été amenés sont enfermés dans des

sacs individuels étiquetés au nom de l'enfant ; ces vêtements ne seront remis au bébé qu'au moment où celui-ci quittera la Crèche, à la fin de la journée. On évitera ainsi toute contamination entre enfants.

Pendant le reste de la journée, les enfants, suivant l'âge, restent dans leur berceau, ou jouent soit dans des salles, soit dans un jardin si le temps le permet.

La nourriture de chaque enfant est réglée par le médecin, dont le rôle est des plus important. Il fixe la quantité et la nature du lait à donner à chaque bébé, et pour les plus grands, il règle les menus

La Directrice se charge elle-même de la préparation des biberons, et s'efforce d'inculquer aux mères les connaissances élémentaires les plus indispensables pour l'alimentation et l'hygiène des enfants.

Mais les Crèches ne sont pas à l'abri des épidémies qui guettent toute agglomération d'enfants.

M. le Docteur TANON, Médecin inspecteur général des Services d'Hygiène à la Préfecture de Police, a ainsi indiqué quelques précautions à prendre suivant la maladie :

Diphthérie. — S'il se produit un cas, la Crèche sera fermée 10 jours et désinfectée. S'il se produit d'autres cas, on devra appliquer les mesures ci-dessous :

1^o Pratiquer des inoculations préventives de 5 cc. de sérum antidiphthérique à tous les enfants ;

2^o Interdire l'entrée de la Crèche aux enfants qui n'auraient pas été inoculés, tant qu'ils n'auront pas

produit un certificat émanant d'un laboratoire officiel ou hospitalier constatant qu'ils ne sont pas porteurs de germes diphtériques.

3^o Le certificat sera obligatoire pour les enfants ayant été atteints de diphtérie quelle qu'ait été la durée de leur absence.

4^o Faire examiner la gorge des personnes du service par le même laboratoire et éloigner celles qui seraient reconnues porteuses de germes.

Rougeole. — Un cas : désinfection totale de la Crèche. Ne pas garder un enfant enrhumé.

2^e cas : fermer la Crèche 15 jours, nouvelle désinfection ou bien piqûre de sérum de convalescent à tous les enfants (à l'entière appréciation du médecin de la Crèche).

Coqueluche. — Désinfection de la Crèche.

Tous les tousseurs renvoyés chez eux (considérés comme suspects). Si un nouveau cas, la Crèche sera fermée un mois et désinfectée à nouveau. A la réouverture on ne prendra que les enfants qui ne toussent pas. Les convalescents n'auront le droit de rentrer qu'au bout de deux mois.

*
* *

Les Salles d'allaitement

La première en date fut fondée en 1845 à Beauvais.

Elles étaient nombreuses avant guerre, dans le

département du Nord et donnaient de bons résultats car les enfants étaient tous nourris au sein.

En 1905 le D^r MEZIÉ écrivait : « les garderies
« industrielles constituent le moyen pratique et éco-
« nomique de permettre aux ouvrières d'allaiter et
« de soigner leurs enfants. »

Pendant la guerre l'emploi intensif de la main d'œuvre féminine dans les usines de guerre, obligea de créer sous l'impulsion du Comité du Travail féminin, de l'Académie de Médecine et du Ministre de l'Armement, de nouvelles chambres.

M^{me} la Docteresse MULON fut l'apôtre des chambres d'allaitement.

En 1916, elle mena campagne demandant « le
« droit pour toutes les travailleuses d'allaiter leurs
« nourrissons, l'obligation pour tous les employeurs
« de plus de 50 ouvrières d'installer une chambre
« d'allaitement. »

M. Paul STRAUSS prit l'initiative de faire une proposition de loi sur la protection maternelle et infantile dans les usines de guerre :

1^o Que dans les usines de guerre employant des femmes et travaillant pour la défense nationale, soit obligatoirement installée une chambre d'allaitement avec berceaux, exclusivement réservée à l'enfant au sein. Que celui-ci y demeure entre les tétées et que la mère ait le droit de quitter son travail 1/2 heure le matin et l'après-midi pour venir allaiter. Que ceci n'entraîne aucune réduction de salaire. Si, de ce fait, l'ouvrière éprouve une diminution de salaire,

celle-ci sera compensée par une prime d'allaitement.

2^o Que la mère qui allaite ne travaille que le jour et seulement du travail assis.

3^o Qu'en outre de la chambre d'allaitement, qui doit rester isolée, il soit annexé dans les établissements industriels de l'Etat et dans les groupes d'usines, une Crèche pour enfants au biberon et une garderie pour enfants de 2^e, 3^e et 4^e année. Que pour prévenir la propagation des maladies contagieuses une surveillance active s'exerce chaque jour à l'arrivée de l'enfant et que pour les enfants doux, des possibilités d'isolement individuel soient envisagées.

La loi du 5 août 1917 (du Travail dans l'Industrie) a prescrit une série de dispositions qui permettent à la femme ouvrière ou employée d'allaiter son enfant sans abandonner son travail.

Elles ont été insérées dans le Code du travail (Livre II) dont elles forment les articles 54 *a*, *b*, *c*, *d*, *e*. L'article 54 *d* prévoit que les chefs d'établissement occupant plus de 100 femmes de plus de 15 ans peuvent être mis en demeure d'installer dans leurs établissements ou à proximité, des chambres d'allaitement.

L'article suivant vise un règlement d'administration publique pris après avis du Comité supérieur de la Protection du Premier âge et du Comité consultatif des Arts et Manufactures, règlement qui doit déter-

miner « les conditions d'installation d'hygiène et de « surveillance des chambres d'allaitement affectées « aux enfants nourris au sein en totalité ou en partie. »

Un projet de décret fut soumis dès 1917 par le Ministre du Travail aux Comités compétents. Leur décision a été longue à intervenir et le décret n'a été promulgué que le 11 mars 1926. (Jusque-là aucune mise en demeure ne pouvait être faite, aucune sanction prise. Mais certains patrons n'avaient pas attendu d'y être obligés pour installer dans leurs établissements une chambre d'allaitement).

Au cas où l'industriel pour quelque raison que ce soit ne se conformerait pas à la loi, il est tenu de participer aux dépenses des caisses de maternité. Ces caisses s'organisent de façon à distribuer des subsides pour l'allaitement au sein des enfants avec repos à domicile.

Les salles d'allaitement ne se sont pas multipliées comme on pouvait l'espérer.

La femme qui travaille se fatigue et ne peut continuer l'allaitement souvent au delà du troisième mois. C'est alors l'allaitement mixte qui se transforme rapidement en allaitement artificiel et qui entraîne alors le retrait de l'enfant et sa mise en nourrice.

Les soins donnés dans les salles sont exactement les mêmes que pour la Crèche. Ce sont en outre de véritables écoles de puériculture.

Comme pour la Crèche le taux de la mortalité est très difficile à apprécier.

Les objections à faire à une Salle sont les mêmes que pour la Crèche et tiennent à l'agglomération des enfants dans un même local. Mais les mères nourrissant leur bébé, les résultats pratiques semblent meilleurs.

*
* *

Les Pouponnières

« Les Pouponnières sont des maisons d'assistance
« organisées en vue d'accueillir et élever des poupons,
« c'est-à-dire des enfants du tout premier âge encore
« soumis à l'allaitement » (définition du Dr. Wallich).
Elles gardent les enfants jour et nuit.

Comparées aux Crèches, ce sont en quelque sorte des Internats d'enfants.

Elles n'accueillent que des enfants de 0 à 13 mois,
« c'est-à-dire le bébé sain, normal, allaité, qui ne
« mange pas, ne marche pas, qui a une morbidité spé-
« ciale, une fragilité et une mortalité plus accentuées. »

HISTORIQUE. La Pouponnière ne date que de 40 ans. En 1892, une sage-femme installa à Paris même, un établissement dit « *Pouponnière parisienne* » très bien compris.

Malgré la surveillance étroite de la Préfecture de Police, les résultats furent désastreux. Sur 153 enfants, il y eut en 8 jours 42 décès.

Quelques autres essais furent également malheureux. Jusqu'à la guerre, l'Administration se méfiait

et donnait très rarement l'autorisation nécessaire à l'ouverture d'une Pouponnière.

Mais la guerre a transformé nos connaissances d'hygiène. Des progrès incontestables ont été faits dans cet ordre d'idée.

En 1919 des œuvres d'abord, puis des particuliers demandent à ouvrir des Pouponnières. L'autorisation leur est accordée mais à des conditions très sévères. Une période d'essai d'un an est exigée avant l'autorisation définitive. Grâce à cette surveillance très étroite les résultats ne semblent pas mauvais.

Les Pouponnières sont régies par l'article 38 du Décret d'administration publique du 27 février 1877.

« Aucun établissement destiné à recevoir en nourrice ou en garde des enfants au-dessous de deux ans, ne peut subsister ni s'ouvrir sans l'autorisation du Préfet de Police dans le département de la Seine, et des Préfets dans les autres départements. »

« L'autorisation peut toujours être retirée. »

« Les nourrices employées dans ces établissements sont assimilées aux nourrices sur lieu. »

Les entrées et les sorties sont minutieusement contrôlées.

Art. 2 de la circulaire du 19 juillet 1926 :

« L'entrée à la Pouponnière de chaque enfant devra être, par les soins de la Directrice, signalée, le jour même à notre Prefecture par la transmission d'une fiche sur laquelle figureront les noms et prénoms de

« l'enfant, son numéro d'inscription sur les registres,
« l'adresse et la profession de ses parents et la date
« d'entrée à la Pouponnière. »

« Lors de sa sortie pour quelque cause que ce soit,
« une seconde fiche sera transmise dans les mêmes
« conditions, et fera, en outre, mention de la date et
« des motifs de la sortie : remise aux parents, retrait
« par les parents, envoi à l'hôpital ou décès. L'état de
« santé de l'enfant à ce jour ou la cause du décès sera
« également indiquée sur la fiche. »

Nous avons dit qu'une autorisation provisoire était
donnée pendant un an avant l'autorisation définitive.
Voici à quelles conditions :

1^o On pourra recevoir à la Pouponnière un certain
nombre d'enfants. En aucun cas ce nombre ne pourra
être augmenté sans autorisation spéciale.

2^o Le personnel soignant devra toujours com-
prendre, outre la Directrice une berceuses pour 5 en-
fants.

3^o Il y aura une visite médicale journalière. Cette
visite devra être constatée sur un registre spécial où
le médecin apposera sa signature et consignera toutes
les observations concernant le nombre d'enfants pres-
crits et tous les incidents d'ordre médical concernant
ces enfants ainsi que ses prescriptions.

4^o Immédiatement après l'entrée de la Poupon-
nière et le jour de sa sortie, M. le Préfet de Police
devra être informé de l'entrée ou du départ. Il en
sera de même lorsqu'un enfant sera malade. Tous

ces renseignements étant indispensables pour qu'une inspection efficace soit opérée par les Services d'Hygiène.

5^o La Directrice pétitionnaire s'engagera à recevoir toutes les visites du Service d'Inspection aussi souvent que le médecin en chef des Services d'Hygiène jugera utile de le faire.

6^o Un règlement intérieur de la Pouponnière sera établi par la pétitionnaire et soumis à l'agrément de M. le Préfet de Police. Un exemplaire de ce règlement sera envoyé aux Services d'Hygiène.

7^o En outre du régime médical déjà mentionné, la Directrice devra tenir :

a) un registre matricule : noms, prénoms, date de naissance de chaque enfant, nom, adresse et profession des parents ; la date de l'admission, la mention de la vaccination, la date de sortie.

b) un registre où sont consignées les observations du médecin en Chef des Services d'Hygiène ou des inspectrices des Crèches.

8^o Chaque enfant aura une feuille individuelle (placée de préférence à la tête du lit), relatant la pesée régulière et tous les faits se rapportant à l'élevage et à la santé de cet enfant. Cette feuille devra être à jour.

9^o Dans les salles où sont couchés les enfants, sera établi un système permanent d'aération.

10^o Les planchers des dortoirs seront revêtus de linoléum. Pour cette dernière condition comme la

dépense est assez élevées et comme l'autorisation accordée ne sera que provisoire, il pourra être sursis jusqu'au moment éventuel d'une autorisation définitive. Si celle-ci est accordée, l'installation de linoléum ou d'un imperméable sera une condition *sine qua non*, de même que le chauffage central et l'éclairage électrique.

11^o Au moment de l'admission, les parents devront fournir la preuve que l'enfant a été vacciné avec succès ou qu'il n'est pas vaccinable, faute de quoi la revaccination sera pratiquée d'office par le médecin de la Pouponnière.

12^o Les formalités d'agrément par M. le Préfet de police de la Directrice et du personnel de la Pouponnière seront identiques à celles prescrites par l'arrêté ministériel du 20 décembre 1897 concernant les Crèches.

Enfin tout enfant reçu dans une Pouponnière devra au moment de son admission et pendant toute la durée de son séjour être muni d'un bracelet d'étoffe mentionnant ses noms et prénoms.

La Pouponnière répond à un très grand besoin.

En 1920 la statistique municipale de la ville de Paris signale la mise en nourrice du 1/6 des enfants nés dans l'année. On ne peut donc pas reprocher aux Pouponnières de favoriser la séparation de la mère et de l'enfant. Elle a été créée, bien au contraire, dans le but d'accueillir les « séparés ». Ces pauvres petits étant la résultante des conditions

sociales dans lesquelles vivent bon nombre de mères.

Les objections que l'on fait aux Pouponnières sont de deux ordres :

1^o Séparation de la mère et de l'enfant ;
Allaitement artificiel.

2^o Menace d'épidémies comme dans toute agglomération d'enfants.

Dépenses excessives occasionnées par le fonctionnement d'une Pouponnière.

Dans une Pouponnière bien tenue, et nous n'ayons à nous occuper de celle-là (les autres disparaissant aussitôt leur ouverture grâce à la surveillance des pouvoirs publics) la biberonnerie est installée dans une salle spéciale, isolée et parfaitement propre, la Directrice s'occupant elle-même de la stérilisation des biberons et du lait. D'autre part nous savons, grâce aux remarquables travaux du Dr Devraigne que les Pouponnières doivent être « *pouponnées* ».

« L'enfant a besoin d'être tenu dans les bras.
« Beaucoup meurent de cette dénutrition progressive qui résulte surtout de la privation du sein,
« mais aussi du défaut de mouvement, de l'immobilité prolongée dans le berceau pendant des jours,
« des nuits ; du défaut d'aération et de lumière. »

Chaque berceuse n'ayant à s'occuper que d'un nombre d'enfants, s'arrange pour en avoir constamment un sur les bras.

Les menaces d'épidémies sont évitables grâce aux prescriptions d'hygiène et aux précautions prises vis-à-vis du personnel et des visiteurs.

Seules les dépenses restent un argument difficile à supprimer.

A notre point de vue, la Pouponnière a des résultats très supérieurs à la mise en nourrice.

*
* *

Centres d'élevage et de placement familial surveillé

Ils ont été conçus dans le but de parer à la fois au danger des Crèches et des Pouponnières danger qui résulte de toute agglomération d'enfants en bas âge dans un même local, et du danger de la mise en nourrice (ignorance, bêtise, malpropreté, incompétence des nourrices, insuffisance de la surveillance médicale).

Son principe est de grouper dans une commune rurale facilement accessible et dans un rayon de un kilomètre, un certain nombre d'éleveuses auxquelles sont confiés des nourrissons au nombre de un ou même deux au maximum par nourrice. Celles-ci sont choisies parmi les plus propres à élever un bébé, et ayant un logis salubre.

A ce centre sont adjoints :

Une Consultation de Nourrissons et quelquefois une Goutte de Lait qui distribue le lait stérilisé et prépare les biberons soigneusement dosés pour

chaque bébé, suivant les prescriptions du médecin.

Quelquefois aussi, une infirmière.

Et toujours un médecin et une infirmière-visiteuse, chargés du contrôle et de la surveillance médicale.

L'infirmière est, bien entendu, sous les ordres du médecin. Elle s'assure par des visites fréquentes que les prescriptions et les conseils du médecin sont fidèlement suivis. En même temps elle donne quelques conseils de puériculture.

Ces centres ont donné d'excellents résultats à l'œuvre de la préservation familiale de l'enfance contre la tuberculose, dite *Œuvre Grancher*, et nous avons tout lieu de croire que leurs bénéfices ne doivent pas être limités à cette catégorie d'enfants.

Dès 1916, M. PAULUS, Inspecteur des Enfants Assistés d'Eure-et-Loire demanda la création obligatoire de ces centres pour les Enfants Assistés, secourus et protégés, les enfants de moins de 2 ans, issus de familles nombreuses, tous ceux relevant à un titre quelconque d'une assistance officielle.

Le 28 décembre 1922, une circulaire du Ministre de l'Hygiène, attira l'attention des Préfets sur l'utilité qu'il y aurait à rassembler les Enfants Assistés en des centres de placement où ils seraient surveillés par un médecin qualifié, assisté d'infirmières-visiteuses, ce contrôle constant étant préférable à la surveillance

intermittente dans le placement isolé (Conclusions de MM. SARRAZ-BOURNET, et COLLET).

Les quelques centres qui fonctionnent actuellement semblent donner les excellents résultats que l'on espérait.

*
* * *

Les Maisons maternelles

En 1913, M. le Dr. MERLIN, député de la Loire appuyé par le Préfet, M. LALLEMAND, fit un rapport à l'Assemblée départementale de la Loire. A la suite de ce rapport il fut décidé de procurer « un abri momentané aux filles-mères et aux femmes mariées dans la période qui précède l'accouchement » et de leur assurer après les couches le repos indispensable pour un rétablissement complet ». Cet abri reçut le joli nom de « *Maison maternelle* ». Des crédits furent votés pour que le projet fut mis à exécution dans un immeuble neuf de Saint-Etienne. Mais la guerre survenant on créa une organisation provisoire dans des bâtiments inoccupés.

Le 1^{er} septembre 1914, grâce au zèle du Préfet, M. LALLEMAND, et de l'Inspecteur départemental M. DELANDE, la Maison maternelle commença de fonctionner. Les femmes enceintes y étaient reçues un temps variable avant l'accouchement, elles y accouchaient, et y restaient ensuite, un temps minimum de 28 jours à la condition expresse de nourrir leur enfant. La Maison maternelle de Saint-

Etienne n'a cessé de fonctionner depuis ce moment en perfectionnant constamment son installation matérielle. Les résultats y furent très bons, tant au point de vue mortalité infantile qu'allaitement maternel.

(Il est à noter que dès 1900 le Dr. THIERRY, accoucheur à la Maternité de Paris, avait tenté un essai de ce genre, mais sans être compris).

En 1916, sous les auspices de M. Bosc, médecin-chef de l'hôpital de Tours secondé par M. BOURDON, Préfet, l'hôpital de Tours commença à héberger les femmes récemment accouchées sortant de la Maternité, dans une des grandes salles de la Crèche transformée en en dortoir. « Elles furent reçues à la seule condition « d'allaiter leur enfant, en principe pour une période « de trois mois, en fait, tant qu'elles nourrissaient leur « bébé ».

Plus tard, M. LALLEMAND, devenu Préfet de la Seine-Inférieure, fonda une Maison maternelle à Rouen.

En 1920, M. le Professeur PINARD, député de la Seine, obtint des pouvoirs publics l'affectation de l'Asile d'aliénés de St-Maurice à un établissement du même genre. Ainsi fut créé la Maison maternelle nationale de St-Maurice, mais la conception technique en est un peu différente : les femmes n'y accouchent pas. Hébergées là pendant la gestation, elles doivent être

transportées dans une Maternité pour faire leurs couches, après quoi elles reviennent à la Maison maternelle. La conception administrative est autre également, puisque l'établissement a un caractère national et non départemental.

En 1920, sur l'initiative de M. CANAL, Préfet du Rhône, une Maison maternelle fut créée à Vinatier près de Lyon.

En 1919 M. le D^r Bosc dans une communication à l'Académie de médecine émettait le vœu que :
« Toute Maternité doit être doublée d'une Maison maternelle où sont reçues sans la moindre formalité administrative :

1^o Toute femme qui désire abriter sa grossesse et cela dès les premiers mois.

2^o Toute femme récemment accouchée qui allaite son enfant.

« C'est un tryptique indivisible : une maternité ne doit fonctionner que si elle est encadrée de ces deux asiles. »

Cette œuvre éminemment sociale répond aux besoins d'une catégorie de femmes sinon les plus misérables, du moins les plus douloureuses : les mères abandonnées. Et dans celles-là, il y a nécessairement plus de filles-mères que de femmes mariées. Or ce sont les enfants de ces femmes qui fournissent le plus gros contingent d'enfants abandonnés à l'Assistance publique.

La Maison maternelle est l'abri donné à la future mère, le foyer où peu à peu, mise en confiance, elle laissera glisser de son cœur la souffrance qui l'étreignait.

Certes, de nos jours, du moins dans les grandes villes la malheureuse n'est plus lapidée, mais même lorsqu'elle n'est pas un objet de mépris, l'indifférence de tous à son égard rend sa situation tragique.

La fille-mère ou la femme mariée que l'époux a abandonnée, (toute deux victimes de l'égoïsme masculin) qui si souvent songe au suicide, entre toujours dans un service de Maternité à bout de forces et de honte, malade, portant un enfant chétif, souvent taré, et dont la mise au monde est souvent une mise à mort.

Au sortir de la Maternité d'où on la chasse à peine rétablie, au 13^e jour, que fera-t-elle du pauvre petit être alors qu'elle n'a pas de foyer et rien pour se nourrir elle-même !

Or le but de la Maison maternelle est double.

Amener à la vie un enfant sain issu d'une femme reposée et confiante, et augmenter ainsi dans des proportions considérables ses chances de vie.

Développer et exalter dans le cœur de la mère l'instinct puissant de l'amour maternel et de l'allaitement.

Lorsque la femme enceinte arrive à la Maison maternelle le 5^e, 6^e ou 7^e mois suivant les cas, elle est parfaitement examinée par un médecin aidé d'une sage-femme. Le traitement prescrit par le médecin (en

cas de maladie) est parfaitement observé par la Directrice (En cas de maladie grave, la malade étant dirigée vers un service d'hôpital compétent).

Elle vit en communauté avec d'autres femmes pareilles à elle, elle s'habitue très vite à son état. Tout lui parle de son futur enfant : la layette qu'on lui apprend à coudre, les objets qu'elle tricote, les départs successifs et précipités de ses compagnes à terme. Triste et honteuse au début, révoltée même, elle devient vite très gaie et arrive à la délivrance, bien portante, confiante, en état d'affronter la pénible épreuve.

Il est très rare qu'après l'accouchement elle demande à se défaire de son enfant. Elle sait qu'elle restera à l'Abri jusqu'à ce qu'elle ait fini sa nourriture. A ce moment elle est tellement attachée à son petit qu'elle n'aura plus jamais le cœur de l'abandonner.

Mais il faut que ces Abris maternels gardent le secret de celles qui le désirent.

« La femme non mariée, qui devient enceinte,
« disait M. le Professeur BAR en 1917, n'a souvent
« qu'un désir : cacher sa grossesse, cacher son accou-
« chement. Si elle n'est pas assurée de trouver l'asile
« où elle entrera sans avoir à se faire connaître,
« et où elle pourra cacher sa grossesse, la Maternité
« où elle pourra toujours sans se faire connaître,
« accoucher, l'avortement se présentera à son esprit

« comme la solution la plus simple et la plus expéditive. »

L'Académie de médecine reçut une 1^{re} communication de M. le Docteur Bosc le 4 novembre 1919, signalant les heureux résultats obtenus par la Maison maternelle de Tours et souhaitant la généralisation de maisons semblables. Le rapporteur en était le professeur Léon BERNARD. Des décisions furent prises. A la suite d'une deuxième communication faite à cette même Assemblée le 4 nov. 1919, M. Léon BERNARD soumit à l'Académie de médecine les conclusions de son rapport ainsi modifié.

1^o « Une Maison maternelle est une institution
« où, sous la garantie du secret, sont hébergées des
« femmes enceintes quelques mois avant le terme de
« la gestation, où elles peuvent accoucher et où elles
« demeurent après l'accouchement tout le temps que
« dure l'allaitement maternel : suivant les conditions,
« l'accouchement pourra se faire dans un établisse-
« ment spécial en relation avec la Maison maternelle.

2^o « Les quelques institutions de ce type existant
« en France ont fait la preuve qu'elles représentent
« actuellement un des moyens les plus efficaces et les
« plus simples pour combattre la mortalité infantile
« et l'abandon des enfants.

3^o « Pour ces raisons d'un haut intérêt national,
« l'Académie prie les Pouvoirs publics de prendre
« l'initiative d'instituer obligatoirement par le vote
« d'une loi, une organisation qui réalise, suivant les

« circonstances et les besoins propres à chaque département, les principes exposés dans la première conclusion. »

A la suite de ce rapport dont les vœux furent adoptés à l'unanimité par les membres de l'Académie de Médecine, des propositions de loi furent soumises à la Chambre des Députés par le Dr LACHAUD en 1917, MM. MERLIN et DOISY en 1919, M. PINARD en 1920, Camille CHAUTEPS en 1921. Mais aucune suite législative ne leur fut donnée.

Le 11 janvier 1924, M. Paul STRAUSS, Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. et M. de LASTEYRIE, Ministre des Finances, déposèrent à la Chambre un projet de loi sur l'Assistance maternelle. Ce projet de loi, oublié, a été repris au Sénat par son principal auteur le 7 février 1929, sous forme de proposition de loi.

Nous souhaitons vivement que ces établissements où *la mère est nourrice payée de son enfant* se multiplient.

Et c'est là la façon la moins coûteuse pour l'Etat de sauver bon nombre de vies humaines.

Comme le faisait remarquer le Dr Bosc, le budget de ces établissements ne peut soulever de difficultés. Les finances publiques ne sont nullement grévées de ce fait, puisque les dépenses sont largement compensées par la suppression des abandons d'enfants qui tomberaient à la charge de l'Assistance publique.

Consultations de nourrissons et gouttes de lait

La 1^{re} consultation de nourrissons naquit à la Maternité de la Charité en 1892. Ce fut l'œuvre de Pierre BUDIN.

Dans une conférence prononcée par le Maître à la Société de l'Internat, le 23 février 1905, le professeur BUDIN raconte les origines de ces consultations et ce qui lui en donna l'idée.

« Quand j'étais chef de service à la Charité, je
« m'occupais beaucoup des nouveau-nés et j'étais
« frappé d'une réponse qui m'était faite par les
« femmes accouchées antérieurement dans le service
« et qui s'y trouvaient de nouveau. Je leur deman-
« dais ce qu'était devenu l'enfant qu'elles avaient
« mis au monde et souvent elles me disaient : il est
« mort ! En effet, sorties de l'hôpital, elles n'avaient
« plus eu pour les guider que la vague expérience des
« grands mères, des concierges ou des herboristes. Im-
« prégnées de tous les préjugés, elles avaient alors
« commis faute sur faute, leurs enfants étaient
« tombés malades, et ils avaient succombé.

« En 1891, j'entrais dans la nouvelle Maternité
« qui venait d'être organisée dans mon hôpital...
« C'est vers la fin de cette année 1891 que j'eus l'oc-
« casion d'étudier le lait stérilisé pour compléter
« l'allaitement des enfants dont les mères étaient in-
« suffisantes. Avec M. CHAVANE, mon interne, nous
« nous sommes assurés que ce lait, préparé suivant la
« méthode de SOXHLET, pouvait être utile, et si on

« prenait certaines précautions, ne pas être dan-
« gereux. Cette constatation faite, je demandai à
« M. PEYRON, alors directeur de l'Assistance pu-
« blique, l'autorisation de revoir à l'hôpital, une fois
« par semaine, les enfants qui y étaient nés. Je ne
« voulais évidemment point faire concurrence à mes
« collègues, Médecins des Hôpitaux qui s'occupent des
« enfants malades, je désirais simplement continuer
« à diriger les mères, les engager à allaiter au sein
« autant que possible et, dans les cas où cet allaite-
« tement deviendrait insuffisant, les aider en leur
« donnant du lait de vache de bonne qualité et stéri-
« lisé. »

L'autorisation fut accordée en juin 1892 ; la Con-
sultation de Nourrissons était fondée.

Au mois de juillet 1894, un médecin de Fécamp, le
Dr DUFOUR, ignorant l'œuvre de BUDIN, organisa ce
qu'il désigna d'un nom pittoresque la *Goutte de lait*.

« Ce que veut cette œuvre, écrivit-il, c'est garder
« l'enfant au foyer familial, lui assurer la surveillance
« et les caresses de sa mère en rendant à celle-ci sa tâche
« plus facile.

« Cette œuvre n'a été entreprise que *faute de mieux*
« et on ne cesse de répéter aux intéressés qu'une mère
« ne doit jamais pouvoir se reprocher de n'avoir pas
« tout fait pour allaiter son enfant. »

Un an auparavant en 1893, le Dr VARIOT avait
fondé à Belleville une œuvre exactement semblable à
celle de Fécamp. Mais c'est au Dr DUFOUR que
revient l'honneur d'avoir trouvé le nom.

Le succès de ces entreprises fut grand. A Paris, puis en province et aux colonies, les Consultations de Nourrissons et les Gouttes de Lait prirent un essort considérable.

Bien entendu on essaya de jeter un discrédit sur ces institutions, mais le Professeur BUDIN protesta énergiquement. Chacune de ses conférences lui ralliait de nombreux adeptes.

Le Comité supérieur de la Protection des Enfants du Premier âge vota en 1903 le principe des consultations pour les enfants protégés. Frappé des admirables résultats obtenus par BUDIN et ses élèves, le Sénat invitait, dans le même temps (sur la proposition de M. STRAUSS comme rapporteur de la Commission de protection des mères et des nourrissons), le Ministre de l'Intérieur à recommander aux Préfets « de se faire par eux-mêmes et par les inspecteurs et « médecins du service des Enfants assistés et du Service de la Protection du premier âge, les propagateurs « des Consultations de Nourrissons, des Gouttes de lait « et de toutes œuvres similaires d'assistance maternelle et de patronage des nouveau-nés ».

Le 25 mai 1904, une dépêche ministérielle invitait, en conséquence, les Préfets à donner une consécration pratique à cette résolution, et dans le Rhône, le 31 mars 1906, à la suite de la venue à Lyon de M. BUDIN, le Préfet ALAPETITE envoyait aux inspecteurs du Rhône une circulaire qui était un pressant appel. Il disait en substance : « les enfants qui doivent se rendre

« aux Consultations seront naturellement, en premier
« lieu, les protégés de la loi ROUSSEL, que vous aurez à
« visiter la première fois à la demeure de leurs nour-
« rices, pour apprécier les conditions d'hygiène dans
« lesquelles ils pourront se trouver et que vous verrez
« ensuite à vos consultations bi-mensuelles, qui vous
« tiendront lieu des visites obligatoires que vous êtes
« appelé à leur faire chaque mois ; les enfants secourus
« par le département et les enfants de la localité que
« leurs mères y conduiront ».

C'était peut-être exagérer le rôle de ces Consulta-
tions. Nous reviendrons sur ce point délicat, par la
suite alors que nous étudierons la nouvelle loi de pro-
tection dite Loi STRAUSS.

Les Consultations de Nourrissons répondaient-elles
à un besoin ? Le paupérisme, l'ignorance et « *certaines*
institutions sociales dangereuses à force d'insuffisance
aboutissent à ce fait paradoxal : C'est de ma-
ladies très facilement évitables que meurt la grande
majorité des enfants.

Le 1^{er} janvier 1900, le Dr. BALESTRE, Directeur
du Bureau d'hygiène de Nice, envoya au Professeur
BUDIN, et sur sa demande, un graphique indiquant
quelles étaient les principales causes de décès pour
les enfants pendant la première année.

Sur 1.000 enfants qui succombent pendant la
première année,

385 sont emportés par la gastro-entérite,
la diarrhée ;

147 sont emportés par des affections des voies respiratoires ;

171 sont emportés par la débilité congénitale

25 « » par la tuberculose

49 « » par les maladies contagieuses.

223 sont emportés par des causes diverses.

La cause la plus importante de décès est donc d'après ce tableau, la gastro-entérite, or, elle est essentiellement évitable.

Cette maladie atteint surtout les nourrissons dans deux conditions : quand ils sont allaités artificiellement et pendant les grandes chaleurs de l'été.

Un grand nombre de femmes ne nourrissent pas parce que souvent elles s'imaginent qu'elles ne le peuvent pas, ou bien parce qu'elles ne veulent pas en prendre la peine. D'autres sont mises dans l'impossibilité absolue de nourrir par des nécessités sociales (Le travail industriel a, dans cet ordre d'idées, encouragé bien des faiblesses). Dans les villes il est presque de règle que le lait soit fraudé. Or, si à la campagne il est habituellement facile à la nourrice d'avoir du lait de bonne qualité, cet avantage ne compense pas le défaut de la surveillance maternelle que rien ne remplace. Est-ce à dire qu'une mère, par ses seuls instincts puisse mener à bien le nourrissement ? Hélas on retrouve partout les mêmes fautes de régime : la suralimentation, le sevrage prématuré avec des bouillies et des panades, et plus grave :

l'addition au lait du biberon, d'alcool ou de café. Nous avons même souvent vu une jeune maman nettoyer le biberon, avant d'y verser le lait, avec de l'eau puisée dans un seau de propreté plus que douteuse.

Nous voyons quel intérêt immense, la Consultation de nourrissons peut présenter pour ces pauvres femmes, toujours de bonne volonté mais ignorantes.

Il faut de toute nécessité diriger l'allaitement, non seulement l'allaitement artificiel, si difficile, si dangereux pour l'enfant les premiers mois, mais encore l'allaitement au sein.

C'est là le but de la Consultation des nourrissons.

Son rôle n'est pas de guérir la maladie déclarée, mais de prévenir le mal, d'apprendre aux mères à connaître, à prévoir, à écarter les causes des maladies évitables. Elle a pour objet essentiel d'apprendre aux mères à élever leurs enfants de manière rationnelle, c'est-à-dire au sein toutes les fois que cela sera possible et aussi longtemps qu'on le pourra demander ; à l'allaitement mixte lorsque l'allaitement au sein ne pourra plus être pratiqué seul, à l'allaitement artificiel en dernière ressource et en pis-aller.

La Consultation des nourrissons est avant tout une école de puériculture.

Mais tant vaut le médecin, tant vaut la Consultation ; la condition première et la plus utile de toutes est que le médecin directeur de la Consultation possède

les qualités techniques très spéciales qui sont nécessaires.

D'autre part, nous pensons que la Consultation de nourrissons ne peut réussir que dans des agglomérations urbaines ou rurales. Il serait croyons-nous aléatoire, de fonder des Consultations dans les campagnes où les habitations sont disséminées, et où les mères devront faire une longue course pour présenter leur enfant au médecin (on a proposé dans ce cas la Consultation ambulatoire, celle-ci allant de village en village et faisant annoncer sa venue auparavant. Idée originale et très heureuse).

La Consultation de nourrissons a pour autre avantage d'être très simple à organiser.

« Pour créer une Consultation de nourrissons trois choses suffisent ; une balance, un appareil à stéréliser le lait et le dévouement d'un médecin ». (Préface de M. JONNART au livre de Pierre BUDIN : *Le Nourrisson*). Actuellement les Consultations se sont multipliées. Pas une maternité, pas une œuvre publique ou privée, qui ne possède sa Consultation de nourrissons. Les Consultations de nourrissons et les Gouttes de Lait se sont fondues les unes dans les autres. On ne trouve plus guère de Gouttes de Lait sans Consultations de nourrissons et les Consultations de nourrissons ont créé, en majorité, à côté d'elles une *Goutte de Lait*.

* * *

Asiles de convalescence et d'allaitement

Où la mère entre après un séjour minimum à la Maternité et où elle se repose des fatigues de la grossesse et de l'accouchement. Elle y séjourne avec son enfant pour un temps variant de 4 à 8 mois.

* * *

Cantines maternelles

Dues à M. M^{me} COULLET. La première fut fondée en 1904 et appelée *Œuvre HENRY COULLET du lait maternel*, des repas gratuits étaient donnés aux femmes allaitant leur enfant.

En 1912 fut fondée la *Fédération des Cantines maternelles*.

* * *

Office de protection maternelle et infantile du département de la Seine

Théophile ROUSSEL aidé de MM. Paul STRAUSS et Pierre BUDIN fondèrent la *Ligue contre la mortalité infantile*. Pendant la guerre cette œuvre admirable continua de fonctionner avec le Pr. PINARD aidé de la Générale MICHEL et constitua *l'Office central d'assistance maternelle et infantile du camp retranché de Paris* dont le but fut : « de diminuer la souffrance des

« mères et d'assurer la protection de la première enfance ».

Après la guerre, cet organisme fut entièrement reconstitué sous une forme mieux adaptée aux besoins nouveaux. Placé sous l'égide du Comité national de l'Enfance, il devient désormais : *l'Office de protection maternel et infantile du département de la Seine*.

*
* * *

Mutualités maternelles

« La Mutualité maternelle est l'Association mutuelle des mères pauvres et riches, ayant pour but de donner aux sociétaires, lorsqu'elles seront en couches, une indemnité suffisante pour qu'elles puissent s'abstenir de travailler pendant 4 semaines et pour leur permettre de se soigner et de donner à leur enfant les soins qu'il réclame pendant les premières semaines après l'accouchement. » Telle est la définition qu'en a donné M. POUSSINEAU.

En 1866 Jean DOLFUS créait *l'Association des femmes en couches de Mulhouse* (elle revêtait plutôt le caractère d'une assurance obligatoire que d'une mutualité).

La première mutualité a été fondée à Paris en 1891 par Félix POUSSINEAU et BRYLINSKI et placée sous le patronage de M^{me} CARNOT. Elle a été approuvée par l'arrêté ministériel du 21 février 1892.

Créée d'abord pour une certaine catégorie d'ouvrières, l'œuvre, en 1904, a étendu son action dans tout le département de la Seine, puis dans plusieurs villes de France.

Cette œuvre a pour but de faciliter la natalité en aidant les femmes à supporter les charges de la grossesse et de l'allaitement. Elle combat d'autre part la mortalité infantile par la surveillance incessante dont elle entoure la mère et le nourrisson. Avant l'accouchement, elle oblige la femme enceinte à se soumettre à des examens répétés du médecin. Après l'accouchement, elle donne à ses sociétaires en couches une indemnité suffisante pour qu'elles puissent se reposer 4 semaines et se consacrer uniquement à leur enfant. Puis elle suit la mère jusqu'au sevrage par ses Consultations de Nourrissons qui encouragent l'allaitement maternel.

Son fonctionnement est assuré par des dames-visiteuses.

*
* * *

Loi sur les Assurances Sociales

La loi sur les Assurances sociales du 5 avril 1928 (modifiée par les lois du 5 août 1929, 30 avril 1930, 31 mars et 28 juillet 1931 et 31 mars 1932) contient un chapitre spécial qui a trait à la protection de la femme avant et après les couches. Il a pour titre : *Maternité*.

ART. 9. — 1^o Au cours de la grossesse et des 6 mois qui suivent l'accouchement, l'assurée et la femme

de l'assuré bénéficient des prestations médicales et pharmaceutiques dans les conditions et limites fixées par les articles 4 et 3.

2° Six semaines avant l'accouchement, six semaines après, l'assurée jouit de plein droit de l'indemnité journalière visée à l'article 5, à la condition qu'elle cesse tout travail salarié durant cette période et qu'elle ait cotisé soixante jours pendant les 3 mois ou 240 jours pendant les 12 mois qui ont précédé l'état de grossesse.

3° En cas de grossesse pathologique de l'assurée, entraînant l'application des Assurances maladies-invalidité, l'assurance-maladie court à partir de la constatation de l'état morbide. Les dispositions de l'article 10 reçoivent application 6 mois après l'accouchement.

4° L'assurée qui allaite son enfant et qui remplit les conditions fixées par l'article 5, paragraphe 2, a droit durant la période d'allaitement et pendant 9 mois au maximum, à une allocation mensuelle de 150 francs pendant les 4 premiers mois, de 100 francs pendant le 5^e et 6^e et de 50 francs du 7^e au 9^e mois.

5° L'assurée qui par suite d'incapacité physique ou de maladie est dans l'impossibilité constatée par le médecin d'allaiter complètement son enfant, peut, si l'enfant est élevé chez elle, recevoir, pour la durée et pour les quantités indiquées par le médecin, de bons de lait, dont la valeur n'excédera dans aucun cas, les $\frac{2}{3}$ de la prime d'allaitement.

6° Le paiement des allocations ci-dessus visées est subordonné à l'observation, par le bénéficiaire, des prescriptions qui doivent être faites par la caisse d'Assurances, notamment en ce qui concerne les visites périodiques à son domicile et la fréquentations régulière des consultations maternelles et des consultations de Nourrissons.

Comme nous le voyons par la lecture de cet article les Assurances sociales rendent de grands services à la cause de la Maternité et de l'Enfance. Il n'est pas une femme de travailleur, ou ouvrière elle-même qui ne puisse bénéficier des prestations qu'accorde la loi.

D'un autre côté, les dispensaires d'hygiène (consultations pré-natales, consultations de nourrissons...) qui autrefois vivaient chichement grâce à quelques dons isolés dus à la charité publique ou privée, commencent à retrouver une certaine prospérité grâce aux Assurances Sociales.

Nous avons interrogé M. le Député LEGROS, rapporteur de la loi devant la Chambre des Députés : l'Etat se proposerait d'acheter (grâce aux fonds de la caisse de garantie des Assurances) des terrains pour y bâtir des établissements d'œuvres sociales.

Une part de ces fonds serait affectée à la propagande pour le *Bon lait* sous forme de subvention donnée aux fermiers qui amélioreraient ainsi leurs étables et vaccineraient leur troupeau.

Nous espérons que ces projets se réaliseront. L'avenir décidera de cette loi. Elle est encore trop récente dans son application pour que nous puissions la juger. Mais telle qu'elle est, il est bien évident qu'elle ne peut que donner toute satisfaction aux médecins hygiénistes.

* * *

Le service social et les visiteuses de l'enfance

Le service social a pour but l'utilisation judicieuse et dévouée, par un personnel intelligent et compétent des moyens de lutte, curative et préventive, contre les maux sociaux (« armement social » étant le terme consacré, donné à l'ensemble de ces moyens).

Il faut que l'agent social fasse, dans chaque cas, un choix basé sur le tact, l'expérience, et y ajoute de la bonté.

Le but du Service social est que l'aide apportée soit aussi complète que possible. On s'adressera à toute la personnalité de l'individu à aider, et cette aide sera non seulement curative, mais chaque fois qu'on le pourra, préventive et décisive.

La femme a été choisie de préférence à l'homme pour des raisons psychologiques. Elle a le goût de l'administration, elle a aussi davantage de pitié et surtout plus d'ingéniosité dans la pitié que l'homme.

La visiteuse d'Hygiène Sociale, et surtout celle qui nous occupe tout particulièrement dans cet ouvrage, la visiteuse de l'enfance, doit connaître tout de l'organisme auquel elle appartient, de façon à en tirer le maximum. Elle est en quelque sorte, un agent de liaison entre l'Armement social et ceux pour qui il a été fait.

HISTORIQUE. — Bien que ce Service remonte, au fond, dans sa création, à Saint-Vincent de Paul et aux « Dames de la Charité », on peut admettre que c'est un Américain, le Dr CABOT du « Massachusset's general Hospital » qui eut le premier l'idée de créer des infirmières spécialisées pour s'occuper des malades du point de vue social.

(Il ne s'agissait, en réalité, que d'une réalisation administrative, car à vrai dire, en France aussi bien que dans d'autres pays, il existait un grand nombre d'œuvres dont les membres visitaient et conseillaient bénévolement les malades et les familles).

Il créa le Service Social dont le rôle essentiel fut « d'appliquer intégralement le traitement prescrit « par le médecin, de vaincre les obstacles que rencontrent ses prescriptions dans la pratique, de « conserver les bénéfices du traitement ».

Les heureux effets de cette initiative furent signalés en France par Mme NAJEOTTE WIBBOU-

CHEVITCH. L'idée en fut reprise par le Professeur LEREBoullet. Elle ne tarda pas à être mise à exécution sous forme de « Service Social à l'Hôpital ».

En Mars 1914, une assistance fut chargée d'examiner la situation sociale des petits malades du Professeur MARFAN.

La guerre arrêta le développement de cette œuvre en 1917. La croix rouge américaine organisa, principalement à Lyon, le « *Service social* ». Puis en 1919, elle remit, avant de quitter la France, ses services à un Comité français. (Il y avait alors, à Paris, 4 maternités possédant leur service prénatal).

En Mai 1921, grâce à une subvention des services de l'Hygiène, furent créés deux services : aux *Enfants Malades* [Professeur NOBECOURT) et à *Brettonneau* (Docteur GUENION)

Ce Service Social peut rendre d'incomparables services, à la cause de la Maternité de l'enfance. Les résultats dépendent uniquement de la personnalité de l'Infirmière visiteuse.

Celle-ci doit avoir des connaissances suffisantes et savoir les employer. Son jugement doit être impartial. A ces qualités morales se joindra une formation intellectuelle et technique qui lui permettra d'être à la fois infirmière et assistante sociale, la rendant ainsi capable de juger à la fois la situation matérielle et morale du malade.

Elle doit connaître la législation concernant la

mère et l'enfant, les œuvres d'assistance et de protection maternelle et infantile, et posséder les notions indispensables concernant la puériculture, le logement.

Comme on le voit, l'Assistance sociale ne s'improvise pas.

A ses profondes connaissances, à ses qualités personnelles d'intelligence, de tact, de bonté, l'Assistance doit joindre, et c'est là le plus difficile, une subordination absolue envers le corps médical. Elle ne doit pas faire d'acte médical (sauf à la demande du médecin traitant) et surtout se garder de porter un jugement sur la valeur professionnelle du médecin.

Que ce soit à la consultation(prénatale, nourrissons) ou dans ses visites à domicile, son rôle est précieux. Le médecin examine et ordonne un régime ou un traitement, mais bien souvent, pour des raisons très différentes, la mère ne suit pas toujours les prescriptions. Alors, à quoi ont servi les conseils du Médecin ? Mais si l'Infirmière-visiteuse a assisté à la consultation, elle expliquera le traitement à la malade, et par des visites qu'elle fera à domicile, elle se rendra compte de la mentalité et de la vie de celle-ci. C'est alors qu'elle pourra l'aider moralement par ses conseils, matériellement par les secours qu'elle se chargera de lui faire avoir.

« Tous ceux (écrivait le Docteur LEREBoullet) qui
« ont dirigé des services de médecine infantile, organisé

« des consultations externes et surtout des Consulta-
« tions de Nourrissons, se rendent compte de l'insuffi-
« sance trop fréquente de leurs efforts : examen for-
« cément rapide, conseils hâtifs, ignorance des condi-
« tions matérielles et économiques du petit malade,
« connaissance insuffisante des œuvres d'assistance
« auxquelles il pourrait être adressé, tout concourt à
« rendre l'action du médecin inopérante ; trop souvent,
« ceux qui amènent l'enfant ne comprennent même
« pas les prescriptions faites et leur importance, s'ils
« les comprennent ; ils sont incapables, faute de
« moyens pratiques, de surveillance, de les réaliser,
« pleinement... Mettre à côté du médecin quel-
« qu'un qui complète son œuvre, qui s'occupe du
« malade après la consultation, qui veille à l'exécu-
« tion des prescriptions médicales, qui trouve les
« moyens pratiques de les réaliser, tel est le but
« essentiel du Service Social à l'Hôpital... L'Assis-
« tance Sociale est l'agent de liaison indispensable ».

Voilà pour le rôle de l'Assistante dans les Consul-
tations de Nourrissons.

Pour toutes les autres femmes qui ne les fréquentent pas, la visiteuse reçoit du bureau central de l'Œuvre, des indications des naissances qui se sont produites ; elle se rend à domicile et devient la conseillère de la mère de famille, gagne sa confiance grâce à l'aide qu'elle lui apporte pour soigner son enfant. Elle encourage l'allaitement maternel (La prime d'allaitement due à la loi Strauss, si minime soit-elle, seconde très heureusement son effort).

L'avenir est, croyons-nous, à cette parfaite collaboration du Médecin et de l'Assistante chaque fois que la protection de la maternité et de l'enfance sera mise en cause.

M. Paul STRAUSS, dans un discours au Congrès International pour la protection de l'Enfance à Paris, en juillet 1933, disait ceci « Nous tenons les
« Infirmières Visiteuses, pour un des éléments les plus
« essentiels de la lutte contre la mortalité infantile.
« Nous les voyons associées d'une manière intime et
« constante à ce patronage qu'exerce le corps médical
« avec tant d'autorité et de désintéressement ».

Nous sommes entièrement de cet avis.

CHAPITRE V

LA PROPOSITION DE LOI STRAUSS

Soixante ans d'application de la loi ROUSSEL en faisant ressortir, au fur et à mesure de son application, ses oublis, ses lacunes et ses imperfections, ont montré qu'elle pouvait et devait être perfectionnée.

En 1891, l'Académie de Médecine jeta un cri d'alarme, puis, plus tard, MM. Paul STRAUSS et Léon LABBÉ, sénateurs, sollicitèrent une enquête préparatoire.

Le Comité supérieur de la Protection du premier âge et l'Académie de Médecine se sont livrés à une étude approfondie de la question et ont été aidés dans ce travail par les Congrès d'Assistance publique de bienfaisance privée, de la Société internationale pour la Protection du Premier âge et de la Ligue contre la mortalité infantile.

Le 27 décembre 1918, M. STRAUSS, sénateur, soumettait au Sénat, une proposition de loi tendant à la révision de la loi Roussel.

Le 27 juillet 1920, M. Gustave DRON formulait une proposition tendant à reconnaître et à encourager les Consultations de Nourrissons.

Dans un remarquable rapport, M. Paul STRAUSS, (alors Ministre de l'Hygiène) rapporteur de sa propre proposition de loi et de celle de M. Gustave DRON, plaidait chaleureusement la cause de la protection de l'enfance et faisait adopter par le Sénat sa proposition de loi, le 23 novembre 1922. Elle fut transmise à la Chambre le 28 novembre 1922 où son rapporteur, M. FIÉ, la fit adopter avec modifications, le 13 novembre 1930. Elle fut retransmise au Sénat le 27 novembre 1930.

Etude et discussion

Ce projet de loi est une innovation dans notre législation par ce fait qu'elle soumet à la Surveillance tous les enfants de France, sans distinction, par l'obligation du *Carnet de Croissance* dont devra être muni chaque enfant dès sa naissance (art. IV). Cette obligation n'aliène d'ailleurs en rien l'autorité du père de famille mais permet à l'autorité administrative de se substituer à la sienne au cas où il manquerait à son devoir.

Nous ne nous attarderons pas plus longtemps sur cette clause nouvelle de la nouvelle loi, nous réservant d'en dire ce que nous en pensons plus loin.

Notre attention a été attirée par deux modifications très importantes qui n'ont pas à nos yeux la même valeur.

I. Tout d'abord la suppression des deux mots « moyennant salaire », entrave apportée à la Protection, contre laquelle l'Administration était impuissante et à l'abri de laquelle se tramaient presque toutes les irrégularités constatées dans l'application de la loi Roussel.

En même temps la loi étend la Protection à toute une catégorie d'enfants non visés dans la loi de 1874.

ART. I. — « Sont obligatoirement l'objet, jusqu'à l'âge de 2 ans accomplis ; d'une protection de l'autorité publique ayant pour but de sauvegarder leur vie et leur santé, les enfants énumérés ci-après :

1^o Les pupilles de l'Assistance publique ;

2^o Les enfants placés en nourrice, en sevrage ou en garde hors du domicile de leur père, mère ou tuteur légal et les enfants dont la mère s'est placée comme nourrice ou a recueilli chez elle un autre enfant pour le nourrir ;

3^o Les enfants bénéficiaires, ou dont les parents ou le tuteur légal sont bénéficiaires de secours publics continus, notamment du titre des lois du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite, du 27 juin 1904 sur les secours préventifs d'abandon, du 17 juin 1913 sur le repos des femmes en couches, du 14 juillet 1913 sur l'assistance aux familles nombreuses, du 24 octobre 1919 sur les primes d'allaitement ;

4^o les enfants dont les parents ne figurant pas dans les catégories ci-dessus en feront la demande.

D'après les statistiques, si la loi Roussel s'appliquait à un total de 45.000 nourrissons, le texte nouveau en régira environ 300.000. Ceci à notre avis est fort bien.

II. A l'article 8 il est dit que « Les Consultations sont qualifiées pour effectuer à leur siège les vérifications prévues par la loi de protection du premier âge. »

Et là, nous ne sommes plus du tout d'accord avec le législateur. Nous estimons qu'il est indispensable que les enfants soient visités au domicile de la nourrice. En effet, aux jours et heures fixés pour la Consultation de nourrissons, les nourrices peuvent ne pas se présenter alléguant telle ou telle raison valable fatigue supplémentaire, rhume d'un nourrisson... Alors que fera le médecin inspecteur ? Ou bien il devra aller chez la nourrice et alors celle-ci recommencera à ne pas se présenter aux Consultations ; ou bien le nourrisson ne sera pas surveillé. Et l'hiver ! faudra-t-il obliger de tout jeunes enfants à venir de loin et par les grands froids ?

Non. Comme l'avait ordonné Louis XIV « il faut « aller voir l'enfant chez l'éleveuse ». Nous n'hésiterons pas à déclarer que si les Consultations de Nourrissons ne sont que prétextes à négliger l'inspection à domicile, la seule efficace, elles ne servent plus à rien et même deviennent nuisibles.

Il est d'autres modifications à la loi ROUSSEL qui sans atteindre l'importance des deux points que nous avons développés n'en ont pas moins leur intérêt.

1^o Le certificat du Maire à toute personne qui veut recevoir chez elle un nourrisson ne mentionnera plus que son état civil. C'est au Médecin-inspecteur de la circonscription de la nourrice et à lui seul, que revient de signaler :

l'aptitude de la nourrice à élever un enfant,
l'état de salubrité de la maison,

de plus ce certificat ne comporte pas seulement l'état de santé de la nourrice, mais aussi de tous ceux qui sont appelés à cohabiter avec l'enfant (art. 15.) Ceci est parfait (Dans la loi ROUSSEL, le certificat pouvait être délivré par n'importe quel médecin, et pouvait par conséquent être inexact, (art. 29 du Règlement).

2^o Les formalités à accomplir pour toute personne qui met ou qui reçoit un enfant en nourrice, en sevrage ou en garde, sont les mêmes que pour la loi ROUSSEL :

déclaration des parents,

déclaration de la nourrice ;

et un enregistrement de ces deux déclarations par l'autorité administrative qui prévient l'inspection médicale.

Mais, alors que dans la loi de 1874, le maire

ayant reçu la déclaration de placement avisait le service d'inspection médicale dans les 3 jours et que le médecin avait 8 jours pour faire sa première visite, dorénavant le service d'inspection devra être avisé dans les 24 heures (art. 17) et celui-ci a 3 jours pour faire sa première visite (art. 6). Il visitera toujours d'après l'art. 6, le nourrisson tous les 15 jours pendant les six premiers mois de la vie de l'enfant, tous les mois, pendant les six mois suivants et tous les trois mois pendant la deuxième année.

Réforme très judicieuse. L'enfant doit être examiné pour la première fois le plus rapidement possible.

3^o Si un enfant tombe malade, et si les parents n'ont pas pris les mesures nécessaires pour qu'il reçoive les soins médicaux, la nourrice appelle d'urgence le médecin pour la première visite et c'est ensuite seulement qu'elle en avise le maire (art. 20). Ceci évite les retards si préjudiciables à la santé de l'enfant qui existaient dans la loi Roussel (art. 14 du Règlement) : la nourrice avertissait d'abord le Maire qui prévenait le Médecin-inspecteur, et au cas où celui-ci était empêché, le médecin le plus proche du lieu de résidence de la nourrice. Tout cela demandait beaucoup de temps et, en cas de véritable urgence, le médecin arrivait trop tard. Cette réforme est à notre point de vue d'une grande sagesse.

4^o Pour les nourrices dites sur lieux, qui, aujourd'hui, grâce à l'allaitement artificiel bien compris, sont devenues, heureusement, de plus en plus rares, la nouvelle loi a pris des dispositions meilleures.

Non seulement la nourrice doit fournir un certificat médical constatant son état de santé, mais l'enfant qui lui est confié doit être également examiné avec attention par un médecin qui fournira un certificat constatant que cet enfant ne paraît atteint d'aucune maladie transmissible (art. 14).

Enfin pour avoir l'autorisation de nourrir cet enfant, la nourrice doit faire à la mairie de sa résidence, une déclaration signée, spécifiant les conditions de placement de son enfant, et attestant qu'il est élevé au sein (art. 14).

Exceptionnellement, son enfant n'ayant pas 6 mois révolus, une nourrice peut nourrir un autre bébé que le sien. Différents cas sont prévus à l'art. 16, mais sous le contrôle médical et administratif.

5^o Lorsque des centres de protection infantile ou des services d'infirmières-visiteuses existent dans les communes, la sage-femme, ou l'infirmière-visiteuse agréée sont placées sous l'autorité du médecin et de l'inspecteur de l'Assistance publique (art. 9).

Nous avons dit à propos du service social ce que nous pensions de l'aide apportée au médecin par l'infirmière-visiteuse. Cette aide doit être parfaitement subordonnée. Ni la sage-femme, si souvent hostile aux ordres du médecin, ni l'infirmière-visiteuse

ne doivent discuter le médecin qui doit être partout et toujours le maître et son seul juge.

La nouvelle loi de M. STRAUSS est tout entière imprégnée de cette idée, et c'est une chose très heureuse.

Nous allons parler, maintenant, de cette innovation qui bouleversera tant soit peu les habitudes du Français particulièrement ennemi de toute contrainte : le Carnet de Croissance.

Nous allons citer l'article 4 en entier et tel qu'il a été conçu par le législateur, tout commentaire ne pouvant que lui faire perdre en décision et en précision.

« Chaque enfant, même en dehors des catégories
« visées par la présente loi, doit être pourvu à sa
« naissance d'un carnet de croissance délivré gra-
« tuitement.

« Ce carnet sera disposé en vue de recevoir les ren-
« seignements suivants :

« 1^o Etat civil ;

« 2^o Mode d'alimentation : au cas où l'allaitement
« au sein ne serait pas possible, indications des mo-
« difications apportées dans le mode d'alimentation ;

« 3^o Relevé des pesées qui devront être au moins
« mensuelles dans le cours de la première année
« et trimestrielles pendant la deuxième année ;

« 4^o Résultat des visites périodiques effectuées dans

« les conditions que déterminera le règlement d'admi-
« nistration publique, par le médecin de famille ou,
« en cas d'abstention des parents, par un médecin que
« désignera le service de la protection du premier âge ;
« 5^o Vaccinations ;
« 6^o Observations sur l'état de santé.

« Pour les enfants non soumis obligatoirement au
« contrôle du médecin-inspecteur, le carnet de crois-
« sance devra être déposé par les parents et sous pli
« cacheté à la mairie, à la fin du 1^{er} mois qui suivra la
« naissance et ultérieurement tous les trois mois au
« cours de la première année, deux fois pendant la
« deuxième année. Le règlement d'administration pu-
« blique déterminera les modalités du contrôle du ser-
« vice de la protection du premier âge.

« En cas d'inobservation de cette prescription, le
« service de protection du premier âge fera visiter
« l'enfant par un médecin. En cas de récidive, le Pré-
« fet du département pourra prononcer l'admission de
« l'enfant dans le service de la protection du premier
« âge.

« Toute protestation des parents contre cette me-
« sure sera déférée au comité départemental qui sta-
« tuera en dernier ressort. »

Il y aura là, évidemment, toute une éducation de
parents à faire, et l'application en sera assez déli-
cate.

DISCUSSION

Ce projet de loi a corrigé bien des inexactitudes de la loi ROUSSEL. Il est parfait dans son ensemble, il est aussi d'une grande facilité dans son exécution, sauf, peut-être, en ce qui concerne le Carnet de Croissance. A lui seul l'art. 4 constituera, croyons-nous, une sérieuse entrave à l'application de la loi, car le budget nécessaire pour faire respecter cette clause en sera considérablement augmenté.

A notre avis, ce Carnet est nécessaire, car beaucoup de parents, tout en jouissant d'une grande aisance, se désintéressent par trop de la façon dont leurs enfants sont élevés par les domestiques. L'état a le devoir de surveiller également ces abandonnés.

Nous souhaitons très vivement que le projet de loi, en sommeil depuis 1931 à la Commission des Finances du Sénat, n'y reste pas plus longtemps et que très rapidement celle-ci donne son approbation.

La seule critique, à notre avis importante que nous ferons, a trait au rôle trop important donné aux Consultations de Nourrissons.

Il est désirable que l'art. 8 soit révisé ou que du moins le règlement d'administration publique qui réglera le mode d'application de la loi, donne à la Consultation de Nourrissons et à la visite à domicile, le rôle qui leur vient.

CONCLUSIONS

« On sait que les bonnes lois sont rares, mais
que leur exécution l'est encore davantage. »

(VOLTAIRE)

Dans cette thèse, nous avons voulu vous montrer quels étaient actuellement, en France, les moyens dont nous disposions en matière de protection maternelle et infantile.

Nous avons exposé et commenté la loi sur la Protection de l'Enfance, dite loi Roussel, qui régit actuellement les enfants de 2 ans placés en nourrice.

Si cette loi était appliquée partout avec intelligence et rigueur, elle pourrait suffire à protéger nos tout-petits. Nous avons donné comme exemple de ce que nous avançons les excellents résultats obtenus dans le Département de la Seine, où grâce à la parfaite marche du Service, le taux de la mortalité des enfants protégés est égal sinon inférieur au taux de la mortalité infantile générale.

Mais le caractère facultatif de cette loi laissée à la seule initiative des Préfets constitue une erreur et un obstacle à son application.

Nous avons, en étudiant la proposition de loi Strauss, montré et conclu que si cette loi était votée et mise en vigueur elle améliorerait considérablement l'hygiène des tout-petits et ferait diminuer dans de grandes proportions le taux de la mortalité infantile.

Nous avons étudié également les multiples œuvres de Charité publique et privée. A notre avis, qu'il s'agisse de Crèches, de Pouponnières, de Centres surveillés, qu'il s'agisse d'Assistance à domicile (œuvre belle entre toutes), nous avons le devoir de ne rien négliger.

Toutes les variétés d'aide aux mères et de protection aux nourrissons ont leurs avantages à côté de leurs inconvénients.

Mais certaines innovations dues à l'esprit nouveau qui anime l'après guerre, ont des avantages certains.

En groupant les femmes, qui pour des raisons diverses ne peuvent élever leur enfant librement, on fait à la fois œuvre de charité et de grande bonté.

Les Maisons maternelles, les Abris maternels, qui répondent à cet ordre d'idées devraient, à notre avis se multiplier dans toute la France. Il devrait y en avoir au moins un dans chaque département, de préférence au chef-lieu, de façon que toute garantie de discrétion fût donnée à la malheureuse qui veut que l'on ignore son état.

Ces Abris éviteraient l'abandon d'un très grand

nombre d'enfants à l'Assistance publique (nous n'avons pas dit, cela dépassant le cadre de cet ouvrage, que les Enfants Assistés sont décimés par une mortalité effroyable qui sévit surtout dans les premières semaines de la vie où elle atteint dans certains départements 70 % et même 80 % des enfants abandonnés.)

De plus dans les Maisons maternelles, la mère apprend à aimer son enfant. Par la suite rien ne pourra les séparer.

Quelle œuvre plus merveilleuse que celle qui garde à un enfant l'amour de sa mère.

Les consultations de nourrissons et gouttes de lait rendent de grands services en apprenant aux mères la puériculture ; nous en avons parlé et n'y reviendrons pas.

Il nous reste à dire quelques mots de l'œuvre considérable qu'entreprend le « *Service Social* ».

Que ce soit sous forme d'assistance à l'hôpital, aux consultations externes (de nourrissons ou autres) ou à domicile, il est le complément nécessaire et indispensable de toute œuvre de Protection.

Nous préférons d'ailleurs beaucoup l'Assistance à domicile, la seule humaine et vraie, la seule vraiment efficace.

La dépopulation est nuisible aux intérêts de tous.

Quoique nous déplorions en France et cette dépopulation et ses conséquences, nous ne faisons rien ou presque rien pour obvier à son évolution.

Au lieu d'éparpiller nos forces en une multitude d'efforts souvent stériles, il conviendrait de les faire tous converger vers un même but.

« PROTÉGER L'ENFANCE »

Vu : Le Doyen,
G. ROUSSY.

Vu : Le Président,
TANON

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- DEILLE (Armand). — Insuffisance de la loi Roussel. Centres d'élevage, *Revue philanthropique*, 1922.
- Archives de la Préfecture de Police.
- BERTILLON. — Le problème de la dépopulation, Paris 1897.
- BUDIN. — Les consultations de Nourrissons 1905. De l'allaitement au sein par les ouvrières d'usines, *Bulletin médical* 1904.
- DEVRAIGNE. — Consultations de Nourrissons. *Pr. Médical*, 21 octobre 1905.
- DOISY (Yves). — Contribution à l'étude de la Préservation de la Maternité et de l'Enfance. *Thèse Paris*, 1932.
- DUFOUR. — Comment on fonde une goutte de lait. Fécamp, 1902.
- HUSSON. — Maisons maternelles. *Assistance éducative*, 1931.
- JARRICOT (Dr). — Consultations de Nourrissons et Gouttes de lait.
- LEREBoullet. — Enfants abandonnés autrefois et aujourd'hui, *Pédiatrie*, 1931.
- MARBEAU. — Manuel de la crèche, Paris 1886.
- MARENGO. — Annales d'hygiène de 1920 à 1933.
- MARGOULÈS (Mlle). — L'œuvre de la goutte de lait, *Thèse Paris*, 1903.
- PATERNE (Dr). — Allaitement au sein, *Pédiatrie*, 1928.
- PETIT. — Le droit de l'enfant à sa mère. — *Thèse Paris*, 1905.
- PINARD. — Rapport sur les crèches, *Puériculture*, 1905.
- STRAUSS (Paul). — La croisade sanitaire. Pour la vie et pour la santé. Dépopulation et Puériculture, Paris 1901. L'enfance malheureuse, Paris 1900.

Saint-Amand (Cher). — Imprimerie R. BUSSIÈRE. — 20-6-1934

10/12